M 6189 - 986 - 6,00 F
3796189006007 09860

La télévision des bonnes affaires

P.5

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 986 - 25 Avril 1987 - prix : 6 F

Flexibilité, et travail de nuit des femmes : le progrès à reculons

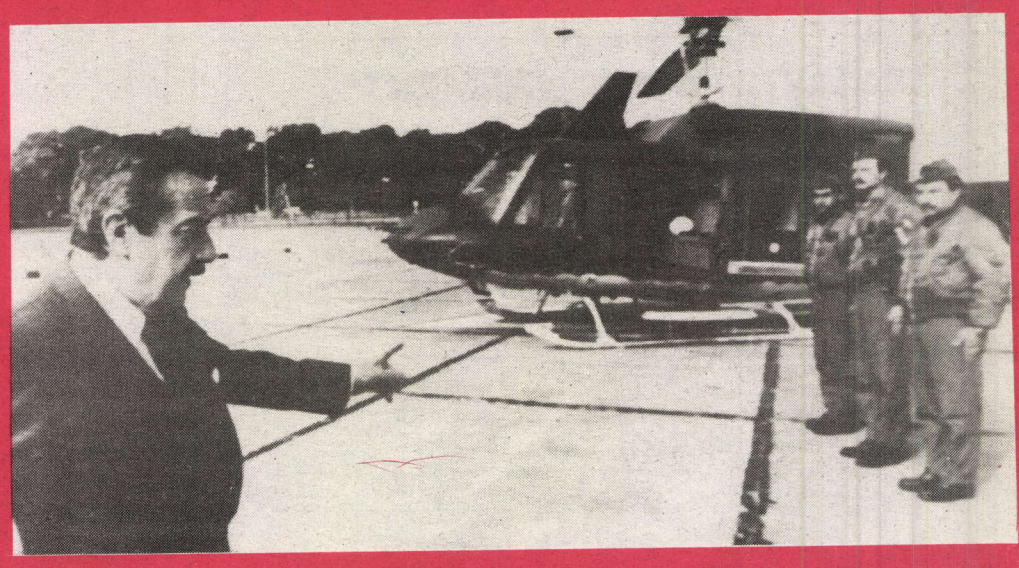
P.10

Les armes ne disparaitront qu'avec le système capitaliste

Argentine :

c'est Alfonsin qui a reculé devant l'armée

P 8 et 9



SOMMAIRE

INTERNATIONAL
Page 7
- Afrique du Sud : pour briser la grève des cheminots, la police assassine.
- Philippines : d'une mutinerie à l'autre...
- Après le Conseil national palestinien d'Alger...

Pages 8-9
- L'Argentine.

Page 16
- Sri-Lanka : les bombes à retardement du colonialisme. Tamouls contre Cinghalais... et pauvres contre pauvres.

INTÉRIEUR
Page 4
- En bref.

Page 5
- Télévision : les recettes de l'odieux visuel.
- Autoroutes : sens unique pour les capitaux.
- Matignon se vend aux enchères.

Page 6
- Hausses à la SNCF.
- Nucléaire : les responsables n'ont pas un atome de franchise.

Page 10
- Flexibilité et travail de nuit des femmes.
- CGCT privatisée.

Pages 11-12
- Dans les entreprises : Eaton (St-Nazaire) ; Thomson-CSF (Vélizy) ; CFEM (Couëron) ; Alsthom (St-Nazaire et Belfort) ; Sainte-Anne (Paris).

Page 13
- Vive la fête !

LOISIRS ET CULTURE
Page 14
- Film : *Les mois d'avril sont meurtriers.*

Page 15
- Livres : *Loin de Jérusalem ; Le royaume juif ; Sur la même ligne d'horizon.*

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A. BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20 000 F - Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 15 000 exemplaires. Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission Paritaire des Publications n° 64995

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON,
CCP PARIS 6851 10 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE :

pour une période de un an : 180 F — pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASSE
Mensuel édité par Lutte Ouvrière, Spark, Combat Ouvrier, UATCI
Abonnement pour un an (France) : 80 F

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

_____

_____ Code Postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Tarifs pour l'étranger : sur demande. *(1) Rayer les mentions inutiles.*

DANS NOTRE COURRIER

☐ Service compris

"Ayant travaillé comme cuisinier saisonnier dans plus de 70 établissements, j'ai écrit à un certain nombre d'entre eux pour qu'ils me fournissent des certificats de travail ou attestations d'emploi afin de faire valider mes droits à la retraite vieillesse. Cette demande semble simple à satisfaire à première vue puisque même si un commerce a été vendu ou cédé, le nouveau propriétaire conserve le livre des entrées et sorties du personnel (article 122-12 du Code du travail). Eh bien ce n'est pas si simple, et un certain nombre d'employeurs de la restauration montrent le peu de cas qu'ils font de la loi et le mépris dans lequel ils tiennent leurs salariés : absence de réponse parfois après trois lettres de ma part, perte de la trace de mon passage dans leur établissement, et la palme revient au directeur d'un restaurant d'Andrezieux-Bouthéon (Loire). En réponse à une lettre à en-tête CGT envoyée après un premier refus de sa part de me retourner le certificat demandé, il a écrit au feutre rouge, en diagonale sur la lettre même : "Je vous réponds avec votre couleur! Pour la deuxième fois, veuillez vous adresser à la police pour retrouver l'adresse de l'ancienne propriétaire ainsi que celle de son comptable de l'époque. Je ne voudrais pas en arriver à me faire défendre par M.Le Pen. A bon entendeur, salut".

Après avoir durement exploité leur personnel, certains patrons de la restauration se fichent pas mal que celui-ci ait de quoi vivre une fois à la retraite. Mais je suis bien décidé à ne pas me laisser faire".

M.G.

☐ Cisjordanie : la coexistence est-elle possible ?

"Dans la nuit du 12 avril 1987, suite à un attentat, des colons furieux ont incendié la ville de Qalqilya, ville située à un kilomètre de la frontière israélienne datant de 1948.

Les médias ont reparlé de l'impossible coexistence entre Juifs et Arabes, alors que j'ai vécu dans un kibboutz situé à 2 kilomètres de Qalqilya, en territoire israélien, kibboutz datant de 1950 et que nous vivions pacifiquement côte à côte.

Qalqilya, c'était alors le paradis, camouflé entre les cyprès, les orangers et les goyaviers. Combien de fois suis-je allée à pied, par la route d'où a été lancé le cocktail Molotov !

Les relations commerciales étaient excellentes ; nous y commandions la pâtisserie pour les jours de fête, les œufs lorsqu'il y eut pénurie d'œufs, le réparateur de vélos fit fortune. Il faut dire que ce kibboutz est un kibboutz tenu par les socialistes qui nous ont appris que tout voisin doit être respecté, qu'il soit juif, arabe, druze ou bédouin.

J'ai quitté Eyal en 1974. Depuis, des colons d'extrême-droite ont surgi avec leur arrogance, leur mépris et leur racisme. Le kibboutz Eyal ne les a jamais soutenus, surtout pas la nuit du lynchage.

Bizarre tout de même que les médias n'aient pas parlé de ce kibboutz situé si près de Qaqilya. La coexistence pacifique entre les deux peuples gênerait-elle aussi au-delà du pays ?

J'ajouterai que depuis l'agitation discontinue dans les territoires occupés, Israël aussi est agité par des grèves et des manifestations de soutien aux Palestiniens. LO, il faut en parler".

Isoline
(Aubervilliers)

Oui, nous n'en doutons pas, il y a certainement en Israël bien des gens qui cherchent à avoir de bonnes relations avec les Arabes palestiniens, qui se comportent avec respect, et nous ne confondons pas le peuple israélien avec l'attitude jusqu'auboutiste des colons d'extrême-droite. Nous ne doutons pas non plus qu'on les trouve, le plus souvent, parmi les gens de gauche, les soutiens de telle ou telle fraction du Parti Socialiste.

Cependant, c'est une réalité, les socialistes israéliens ne sont pas seulement composés de ces hommes pleins de bons sentiments que tu nous décris. Ils sont au pouvoir, et ils ont pratiquement toujours été au pouvoir depuis qu'Israël existe. Et les dirigeants socialistes que s'est donnés l'Etat d'Israël n'ont jamais été moins belliqueux, n'ont jamais été plus respectueux des droits du peuple palestinien que ceux des diverses fractions de droite et d'extrême-droite. Et c'est donc leur responsabilité aussi si, du fait de la politique des dirigeants d'Israël, la situation n'a jamais cessé de se dégrader et si, d'une guerre à l'autre, un fossé de haine a pu se creuser entre Juifs israéliens et Arabes palestiniens. De ce point de vue, ce sont ces dirigeants "socialistes" eux-mêmes qui ont aidé à créer une situation qui favorise aujourd'hui les éléments les plus racistes, les partisans de la pire oppression des Palestiniens.

Alors, nous ne méconnaissons pas les manifestations de soutien aux Palestiniens qui peuvent se produire au sein de la population israélienne elle-même. Mais nous disons que, pour qu'elles aient une perspective, elles doivent rompre complètement avec cette politique menée depuis des années par ces dirigeants soi-disant "socialistes", et finalement avec le nationalisme sioniste lui-même, au nom duquel on a chassé le peuple palestinien de terres où il vivait, et au nom duquel on continue de lui dénier le droit d'avoir son propre Etat.

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE à ORLÉANS

Dimanche 17 mai à partir de 10 heures, au Centre de loisirs de Saint-Jean-de-Braye

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE à SAINT-NAZAIRE

Samedi 2 mai de 16 à 24 heures, Salle du Petit-Maroc à Saint-Nazaire

Les armes ne disparaîtront qu'avec le système capitaliste

La comédie des discussions sur le désarmement est sans doute remise en route pour quelque temps, après la proposition de Gorbatchev de détruire tous les missiles russes et occidentaux, et après que les dirigeants américains, qui ne veulent pas être en reste, ont laissé entendre qu'ils n'étaient pas hostiles à un tel accord.

Bien sûr, le désarmement atomique, s'il était possible, ne laisserait personne indifférent. On parle ces jours-ci, avec raison, des dangers de pollution atomique que des centrales nucléaires mal contrôlées peuvent faire courir à la population. Mais que dire du danger incomparablement plus grand que font planer sur l'humanité les énormes stocks d'armes nucléaires accumulés par les grandes puissances et dont chacun sait qu'ils pourraient faire sauter plusieurs fois la planète et y compromettre toute possibilité de vie pour des années ?

Alors, c'est bien parce que tous les peuples sont justement sensibles à ce danger que, depuis des années, les dirigeants des grandes puissances jouent à se renvoyer la balle des responsabilités en matière de course aux armements. Et cela donne lieu à ces conférences de paix ou de désarmement constamment renouvelées depuis la dernière guerre, mais qui n'ont jamais ne serait-ce que ralenti l'accumulation des armes. De la même façon, pendant les vingt ans qui ont précédé la Seconde Guerre mondiale, les grandes puissances ont discuté de désarmement tout en s'armant jusqu'aux dents.

En fait, aucun ne veut abandonner quoi que ce soit de sa puissance militaire. C'est vrai des puissances impérialistes, et en premier lieu des Etats-Unis, leur chef de file.

Mais c'est vrai aussi de l'URSS qui n'a pas d'autre politique que de prendre part, elle aussi, à la course aux armements, à une course à la puissance et aux zones d'influence. Les dirigeants de l'URSS ne savent répondre que sur ce plan aux puissances occidentales ; au point que, pour les peuples, il est bien difficile de distinguer la politique de l'URSS de celle des autres puissances.

Et puis, dans tous les pays, y compris dans une puissance mineure comme la France, les commandes de l'Etat à l'industrie d'armement constituent un moyen et un prétexte incomparables pour consacrer les fonds publics à nourrir les profits privés. Dans tous les pays occidentaux, les productions d'armement entretiennent des industries décadentes ; c'est l'Etat qui fait les frais des investissements nécessaires à suivre l'évolution des technologies de pointe. Cela entretient aussi des bénéfices de premier plan pour les Dassault de toutes les latitudes. De cela non plus, aucun pays impérialiste ne peut se priver, même le plus petit. Ainsi les dirigeants français, qu'il s'agisse de Mitterrand ou de Chirac, sont bien d'accord pour faire grise mine aux discussions entre Reagan et Gorbatchev, car ils craignent qu'elles ne conduisent à remettre en cause la force de frappe française, cette force atomique qu'ils entretiennent à seule fin de nourrir les appétits des trusts français et ceux des généraux.

Dans un monde où la puissance armée est l'argument suprême, le danger de guerre ne disparaîtra pas de lui-même, à la suite d'on ne sait quel accord miraculeux entre puissances. Reagan et Gorbatchev ne le prétendent même pas d'ailleurs, puisqu'ils ne parlent que de supprimer le stationnement de certains missiles atomiques et non de supprimer l'armement atomique lui-même, sans même parler des autres formes d'armement.

Le danger de guerre vient de ce système lui-même où l'enjeu principal est la domination économique, dût-elle être assurée par des moyens politiques et, finalement, militaires. Et il ne disparaîtra qu'avec lui, qu'avec le système capitaliste, en même temps que les crises, le sous-développement et les inégalités nationales et sociales.

Arlette LAGUILLER

CHIRAC EN TOURNÉE

En passant par la Lorraine, avec mes gros sabots...

A peine revenu de Guyane, Chirac repart : en Lorraine cette fois. Il est vrai que l'élection présidentielle est dans moins d'un an et que le temps presse pour boucler son tour de France et des colonies, c'est-à-dire pour saupoudrer les électeurs de promesses qui ne coûtent pas cher.

En Lorraine, dans cette région où, sous la droite comme sous la gauche, des dizaines de milliers d'emplois ont été supprimés en quelques années, Chirac compte bien faire mousser un peu un gadget récent : le PED. Ce Pôle Européen de Développement est censé donner un souffle nouveau au bassin de Longwy, une région qui a perdu 15000 habitants en sept ans du fait de la fermeture des usines sidérurgiques mais où, au mieux, ce fameux PED permettrait de créer... 5500 emplois !

C'est dérisoire et révoltant, surtout quand on sait que les seules victimes de la "crise de la sidérurgie" ont été les sidérurgistes eux-mêmes : de plans de sauvetage en nationalisations, sous la droite, puis sous la gauche, les actionnaires d'Usinor par exemple s'en sont fort bien tirés.

Alors, Chirac pourra bien faire donner la grosse caisse des promesses électorales ; en Lorraine, les travailleurs ont payé suffisamment cher pour savoir que même quand elle résonne fort, ladite grosse caisse ne contient que du vent. Et quel que soit le politicien qui en joue. Car à Longwy, si Chirac ne peut guère faire illusion, on n'a pas oublié ce 13 octobre 1981 où, protégé par le service d'ordre de la CGT, Mitterrand y allait de son couplet sur une région *"victime du capitalisme sauvage et des multinationales"*, promettant sans rire de faire *"d'Usinor le fer de lance de la (...) bataille pour l'emploi"*. On n'a pas oublié non plus ce meeting de 1984 où un dirigeant du PCF, Jean-Marc Gaissot, promettait de s'opposer au plan-acier du gouvernement alors que, le jour même, les députés du PCF, solidaires du gouvernement socialiste, votaient ce fameux plan.

Alors, les travailleurs en ont trop vu de ces politiciens, de droite comme de gauche, avec leurs gros sabots pleins de mensonges, pour ne pas avoir envie de leur faire passer le goût, justement, de passer par la Lorraine...

P.L.

CHÔMAGE LONGUE DURÉE

Le gouvernement allonge des cadeaux aux patrons

Le conseil des ministres vient d'adopter un projet de loi présenté par Seguin et qui sera bientôt discuté au Parlement, concernant les chômeurs longue durée, aujourd'hui au nombre de 830 000 (d'après les comptes officiels, en deçà de la réalité).

Pour le gouvernement, si le projet était voté, il aurait au moins l'avantage de dégonfler les statistiques du chômage, à défaut de le résorber. Car ces mesures ne sont rien d'autre que des variantes de toutes celles auxquelles nous ont déjà habitués les gouvernements depuis 1981, celui de gauche comme celui de droite, et qui se traduisent par de véritables cadeaux pour les patrons.

Ainsi ce projet prévoit des "contrats de ré-insertion en alternance", susceptibles de toucher 10 000 chômeurs. Ces contrats de plus de deux ans comporteraient une formation de 600 heures, rémunérée au SMIC et seraient pris en charge par l'Etat qui déchargerait par la même occasion des cotisations sociales pendant un an les patrons qui embaucheraient (au SMIC) ces chômeurs de plus de 25 ans.

L'autre mesure nouvelle consiste en "stages en alternance" (entreprise - organismes spécialisés) de cinq mois et là aussi c'est le SMIC qui serait assuré par l'Etat aux stagiaires.

Par ailleurs, le gouvernement promet une exonération de 50 % des charges pendant un an aux patrons qui embaucheraient, avant octobre 1988, un chômeur longue durée à la suite de l'un de ces stages. Enfin, le gouvernement prévoit de relancer les "stages Delebarre" et d'étendre les conventions de conversion.

Le coût de ces mesures devrait se monter à 3 milliards de francs, et là encore, ce sont les patrons qui pourront être satisfaits. Sans créer d'emploi, ils pourront utiliser une main-d'œuvre moins chère, qu'ils pourront embaucher pour une durée limitée, avec en plus une prime de l''Etat.

H.G.

LOYERS EN HAUSSE

Et les salaires ?

L'indice du coût de la construction a augmenté de 4,01 % entre décembre 1985 et décembre 1986, ce qui se traduira par une augmentation automatique d'autant de tous les loyers libres dont la révision annuelle doit intervenir dans les trois mois à venir.

Les précédentes augmentations automatiques avaient été de 2,38 %. Ça s'accélère donc !

D'après *Le Figaro* du 23 avril, les entreprises du bâtiment auraient procédé à des hausses importantes à la fin 1986, pour rattraper la hausse générale des prix.

Heureux patrons qui, eux, ont le droit de rattraper la hausse des prix dès qu'ils le souhaitent... Et heureux propriétaires qui disposent de l'échelle mobile des loyers !

Il n'y a que pour les travailleurs que les augmentations automatiques de salaire en fonction de la hausse des prix sont, paraît-il, illégales.

En attendant, les loyers vont augmenter, indépendamment même de la loi Méhaignerie, de bien plus que l'inflation "prévue" par le gouvernement et dont la prétendue modération sert de prétexte au blocage des salaires.

Comme les patrons du bâtiment, les travailleurs ont un retard à rattraper ; et comme les propriétaires, ils ont besoin de l'échelle mobile !

En bref

Comment multiplier sa fortune par trois en trois mois

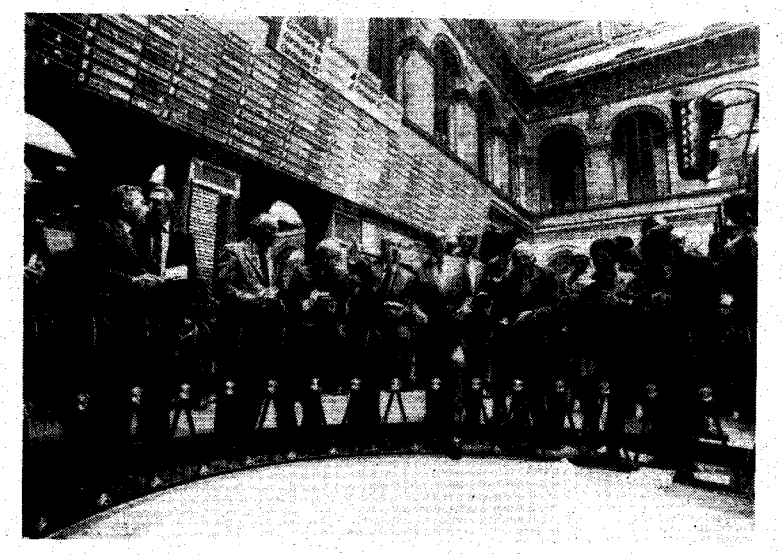
Des patrons qui augmentent leur bénéfice de 50%, c'est courant aujourd'hui. Et même des qui le multiplient par deux ou trois d'une année sur l'autre. Mais il y en a qui font encore mieux. Ce ne sont plus seulement leurs bénéfices, c'est-à-dire leurs revenus d'une année qui font la culbute, mais carrément la valeur de l'entreprise, c'est-à-dire toute leur fortune!

Un exemple?

Duffour-et-Igon, une société toulousaine fabriquant des gaz industriels est actuellement l'enjeu d'une bataille boursière entre divers groupes industriels. Le cours de l'action Duffour-et-Igon est ainsi passé de 856 F en janvier à 2585 F aujourd'hui. En trois mois, la valeur des actions a donc été multipliée par trois. C'est ainsi que la famille Igon qui détient plus de 13 300 actions (10% du capital) a augmenté sa cagnotte de plus de 1 million 250 000 francs depuis le début de l'année. La famille Bardot de presque autant et la famille Duffour d'à peu près un tiers de cette somme.

Et comme l'écrit le journal *Les Echos,* ce n'est pas fini, *"on verra probablement beaucoup mieux!"*

Evidemment la valeur réelle de l'entreprise n'a pas forcément augmenté d'autant dans un laps de temps aussi court. Mais la fortune des patrons, si! Tout simplement parce qu'il y a beaucoup d'argent prêt à s'investir dans les entreprises existantes qui valent de plus en plus cher. Exactement l'inverse de ce que les patrons veulent faire croire aux ouvriers quand ils refusent les augmentations de salaires!



Les banques se portent bien

Du côté des banques, les bénéfices se portent on ne peut mieux : 33 % de plus pour la banque Indo-Suez, le CCF et l'Union Européenne, 63 % pour les Banques Populaires. Quant au Crédit Lyonnais, il a tout simplement doublé la mise.

Pauvres banques qui étaient à les en croire au bord du gouffre il y a un mois encore, juste avant la parution de leurs bilans, et qui, pour s'en sortir, étaient soi-disant obligées de faire payer les chèques à des clients qui ne voulaient pas en entendre parler.

Une chose à noter, c'est qu'elles font bien moins de bruit sur leurs richesses bien réelles que sur leur misère fictive.

Abe(u)rrant!

Il y a actuellement 1.300.000 tonnes d'excédents de beurre stockés par la Communauté économique européenne. 200.000 tonnes vont être vendues à l'URSS, 400.000 tonnes vendues pour l'alimentation animale (celle des vaches ?), et 15.000 tonnes données aux Restaurants du Cœur.

Mais c'est l'industrie qui va en absorber la plus grosse partie : à un prix d'achat de 49 F la tonne (c'est-à-dire 49 centimes le kilo, soit 400 fois moins cher que le prix grand public), les industriels peuvent désormais utiliser le beurre comme matière première pour fabriquer des cosmétiques, ou encore faire du combustible pour les centrales électriques une fois le beurre mélangé à du charbon ! Mais la dernière des idées géniales que la surproduction du beurre a engendrée est de transformer, par raffinage, le beurre en... additif pour l'essence et le fuel.

Quant à la donner comme additif à la nourriture d'un certain nombre de peuples qui souffrent de malnutrition, vous n'y pensez tout de même pas !

La séparation de la banque de l'Église et de l'État

La Banque Industrielle et Mobilière Privée, nationalisée (comme son nom ne l'indiquait pas) en 1981, redevient privée. Cette banque, spécialisée dans la gestion de fortunes de gros bourgeois et des congrégations catholiques, a été rendue par Balladur, non pas à Dieu, mais à ses anciens actionnaires, parmi lesquels Michelin (lui aussi un fan de l'eau bénite), une banque suisse (c'est le pays de Calvin mais aussi du secret bancaire) et une bande de bourgeois abrités derrière une société, UNI-BP, qui leur sert de voile.

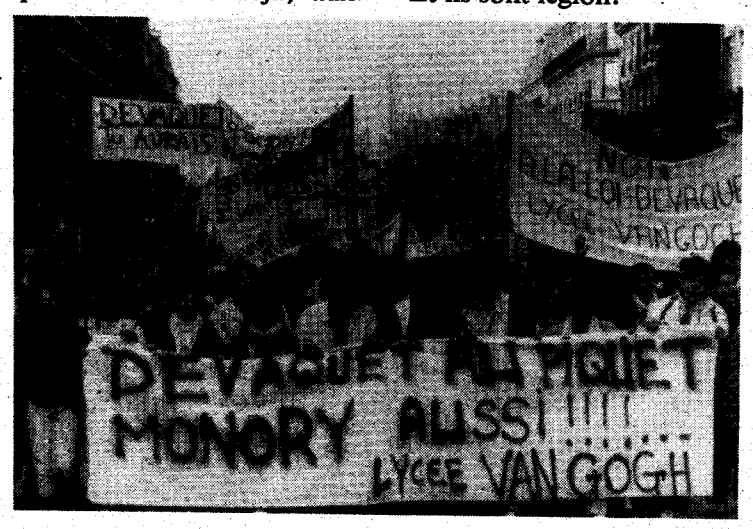
Compte tenu de la rentabilité de l'affaire, de nombreux groupes de capitalistes s'étaient portés candidats mais Balladur a su reconnaître les plus catholiques.

Le sale air du mérite

Alain Devaquet, celui du projet de loi qui a provoqué les immenses manifestations étudiantes et lycéennes, vient d'obtenir la Légion d'honneur.

Il ne reste plus sans doute qu'à l'attribuer, à moins qu'ils ne l'aient déjà, aux dirigeants de la SNCF, pour avoir, par leur attitude, provoqué la grève des cheminots.

La bourgeoisie récompense ses serviteurs méritants, même pas très malins. Et ils sont légion.



Le plan épargne-retraite amélioré en pire

Lors du vote, cette semaine, de la loi sur le plan épargne-retraite, une fraction des députés de droite a rajouté quelques avantages fiscaux au projet initial. Le gouvernement a eu beau affirmer que ces nouveaux avantages étaient *"inutiles et trop coûteux"* (Juppé les chiffre à un milliard de francs), la droite a voté comme un seul homme, notamment la possibilité de cumuler les avantages fiscaux liés au plan épargne-retraite à ceux des contrats d'assurance-vie.

A moins d'un an des prochaines élections, c'est un moyen de se rappeler au bon souvenir de la clientèle traditionnelle de la droite. Car c'est à elle, aux cadres, aux commerçants que s'adresse tout particulièrement le plan épargne-retraite, les petits salaires n'ayant ni les loisirs ni les moyens d'économiser encore plus dans l'espoir — et rien ne dit qu'il ne sera pas trompé — de maintenir le niveau de leurs retraites.

Mais ce petit "coup de pouce" des politiciens de droite, s'il flatte leur électorat, préserve surtout les intérêts des compagnies d'assurances peu de temps avant que les plus grosses d'entre elles ne soient privatisées...

Combat dans un tunnel

Le financement du tunnel sous la Manche est bloqué faute d'entente entre la SNCF, les chemins de fer britanniques, et la société Eurotunnel. On se chamaille au sujet des sommes à débourser pour la construction, et sur la répartition des gains après la mise en service.

Le tunnel est fait pour rapprocher les hommes avec un maximum de sécurité, paraît-il. Mais dès qu'il s'agit de profits, le naturel capitaliste reprend le dessus.

Les dessous du tunnel, ce sont des (très) gros sous.

Du rififi à Pigalle

Un "Monsieur Eric" qui reçoit deux balles dans le corps à Pigalle, rien de plus banal. Bien des films ou des séries télévisées débutent ainsi.

Un come-back sur la carrière de ce monsieur, qui commence dans les années 50, et l'on découvre qu'il est propriétaire de plus d'une douzaine de bars, et d'autant d'hôtels, et de restaurants, à Pigalle, qu'il a eu maille à partir avec la justice pour des affaires de prostitution — son principal gagne-pain de toute évidence — ce qui lui a valu en tout et pour tout d'être condamné à deux reprises à des amendes et à quelques mois de prison.

Monsieur Eric a des relations et il sait en jouer. En 1973, son dossier fiscal est volé dans le coffre même de la direction nationale des enquêtes fiscales alors que l'enquête était soi-disant gardée secrète. On peut aussi lire dans un rapport de la brigade des stupéfiants et du proxénétisme de 1982, cité par *Le Monde*, que certaines de ses relations *"seraient intervenues au niveau du parquet du magistrat instructeur. Parmi celles-ci pourraient figurer des personnalités de premier plan de l'opposition"*.

Mais un truand peut avoir du cœur... en même temps que des relations. Ne s'est-il pas déplacé aux obsèques d'un commissaire de police chargé — mais cela est très certainement un hasard — de la lutte contre la prostitution ? Et ne dit-on pas aussi qu'il aurait pris en charge l'éducation de son fils devenu orphelin ?

Il y a de quoi, dans toute cette histoire, faire une mauvaise série B. Il faut croire que la réalité et la série B, ça n'est des fois pas si loin.

Bourse de New York : les capitaux sont dopés, les agents de change aussi

17 agents de change ont été arrêtés pour trafic de stupéfiants à la Bourse de New York. Car dans le milieu des spéculateurs, la consommation de cocaïne bat son plein, et des agents de change ont pris l'habitude d'échanger informations boursières contre cocaïne, ou cocaïne contre paquets d'actions.

Après tout, spéculation ou cocaïne, c'est toujours une question de flair.

TÉLÉVISION

Les recettes de l'odieux-visuel

Après la privatisation de la Une et sa prise de contrôle par le groupe Bouygues, les journaux sont pleins des histoires de transfert de la poignée de présentateurs et d'animateurs-vedettes qui, à en croire les journalistes, à commencer par les intéressés eux-mêmes, feraient et déferaient le succès des chaînes de télévision. Pas plus sans doute que les vedettes de football ne font les clubs... mais quand on travaille dans la publicité, ça incite à faire la sienne.

Ça s'appelle, paraît-il, le "star system". Mais, comme d'habitude, on nous parle des individus qui sont sur le devant de la scène pour faire oublier ceux qui tirent les ficelles. Ou plutôt les chaînes. Et là c'est de "fric-system" qu'il faut parler. Avec un impératif : faire de l'audience, c'est-à-dire attirer devant l'écran le maximum de spectateurs pour pouvoir vendre et facturer le plus cher possible les dix ou trente secondes de publicité qui, additionnées, feront les profits.

A Cannes, lors de la foire où se louent et se vendent les feuilletons américains et les séries françaises (une "mine d'or" d'après *Le Figaro* dont le propriétaire, Hersant, a racheté la Cinq), les hommes d'affaires ne discutaient d'après la presse que d'une chose : pas des programmes, non, là-dessus, tous ces gens savent depuis longtemps que ce n'est que secondaire. Mais de la publicité. Y aura-t-il, ou pas, assez de publicité pour faire vivre six chaînes de télévision ?

Le spot de télé se vendra-t-il assez cher pour rendre rentables ces achats de chaînes ? Et le spectateur supportera-t-il le choc ?

Bouygues, avant de donner son chèque de trois milliards de francs à Balladur, en paiement de la Une, n'avait pas dit autre chose, ni mâché ses mots. Pour le roi du béton, six chaînes "généralistes", c'est trop. Et il "va y avoir des morts".

Des morts d'indigestion parmi les spectateurs peut-être aussi, si la publicité et la médiocrité envahissent tout.

On peut en tout cas constater que le temps des grands discours sur la civilisation de l'audiovisuel et l'ère de la communication, par la grâce des satellites retransmettant à gogo les images et les émissions à l'échelle de l'Europe voire du monde, dont se gargarisaient les prophètes de la télé privée, n'auront pas duré longtemps. Il n'est déjà plus question d'ajouter quelque chose mais de réduire. On nous promettait l'entrée dans l'an 2000 et la Lune en plus, une indigestion d'émissions et de programmes. En réalité, les industriels se demandent même s'il y aura assez d'argent pour tourner et payer ces spots publicitaires de dix secondes qui coûtent aussi cher que des émissions d'une heure.

Nos grands capitalistes du 20e siècle sont vraiment trop étriqués, leur système est trop pauvre et rudimentaire pour pouvoir utiliser ne serait-ce qu'une toute petite partie de la technique actuelle, qu'il s'agisse d'ailleurs de l'audio-visuel ou de n'importe quel domaine. Leur télé est à l'image de la société. Ni meilleure, ni pire, mais minable quand même. C'est toute la société qui, parce qu'elle ne connaît que la loi du profit individuel, est incapable d'utiliser véritablement la technique et de développer les applications qu'elle rend possibles.

Pierre VERNANT

Francis Bourges et Henri Bouygues

Hervé Bourges, ancien président de TF 1 installé par les socialistes, et, paraît-il, fort apprécié de Mitterrand, a été nommé président d'honneur de TF 1 privatisée, devenue propriété du groupe Bouygues. Du même coup, Bourges devient aussi conseiller personnel de Francis Bouygues pour faire la publicité de l'ensemble du groupe de travaux publics.

Bourges faisait partie de ces gens de télévision, qui à ce niveau sont aussi des hommes politiques, qui prétendaient voir une différence de nature entre la télé d'Etat et la télé privée. Il ne lui aura pas fallu beaucoup de temps pour changer d'avis. Sans doute que le ciment Bouygues était à prise rapide.

Mais Bourges n'est pas le seul parmi les personnalités proches du PS à avoir revu sa position. *Le Monde* avait décidé de collaborer avec Hachette en s'inscrivant parmi les actionnaires de son projet. Un certain nombre de réalisateurs de télévision à réputation culturelle, eux, militaient pour Bouygues.

Tout ce cinéma contre la privatisation de TF 1 n'était qu'une façon commode pour les politiciens socialistes d'essayer de se faire de la publicité sur un terrain sans conséquence. Encore aurait-il fallu que les champions du PS eux-mêmes ne se précipitent pas pour aller à la soupe. Mais à l'impossible nul n'est tenu...

Quant à Bourges, il pourra toujours plaider contre la renationalisation de TF 1 si d'aventure les socialistes revenaient au gouvernement !

P.V.

AUTOROUTES

Sens unique pour les capitaux

Le gouvernement a décidé d'accélérer la construction des autoroutes en France. En dix ans, il est prévu d'une part d'achever 1.200 kilomètres déjà en projet, et d'autre part d'engager des travaux pour 1.530 kilomètres supplémentaires. En tout 2.730 kilomètres.

La raison avancée par les autorités, c'est qu'il est nécessaire que la France se mette au niveau des pays voisins, sous peine de voir une partie du trafic international s'évader du pays. Certes. Une autre raison, c'est qu'il faut favoriser l'industrie des travaux publics. Le président patronal de la Fédération nationale des travaux publics, Louis Giral, s'est félicité du plan de relance gouvernemental. Déjà en 1986, après des années difficiles, l'activité de cette branche s'est accrue de 9,2%. Tous les espoirs sont donc permis...

On ne peut évidemment pas être mécontent de l'accroissement du réseau, surtout dans des régions mal desservies comme le Massif Central. Seulement les usagers paieront très cher ce service, alors que le patronat en tirera de très gros profits.

L'usager paiera d'une part sous forme d'impôts, puisque l'Etat va concourir pour 2 milliards au financement des travaux et peut-être davantage par la suite. On nous dit que ces 2 milliards viendront du produit des dénationalisations, mais ils manqueront ailleurs. D'autre part, l'usager paiera lors des péages autoroutiers. Et en outre l'Etat envisage de prolonger, au-delà des années 1988 et 1994, les p des autoroutes déjà construites, et qui seront amorties, pour financer les nouvelles.

Pour le patronat, le plan autoroutier est un très gros fromage de 70 milliards de francs environ. Des sociétés privées, ou mixtes gèreront les autoroutes, prélèveront les péages, et les industriels des travaux publics ont là un énorme marché. Quant aux banquiers qui apporteront les capitaux, ils toucheront de substantiels intérêts.

D'autre part, il y aura des autoroutes de deux catégories: véritables autoroutes, ou routes à quatre voies, ce qui n'est pas exactement la même chose. La différence viendra, en partie, du concours financier des régions. Car la décentralisation administrative, cela servira aussi à ça: faire payer la population locale d'une autre façon. Les régions plus riches auront la belle autoroute, les plus pauvres se contenteront des quatre voies.

Alors, quand dans quelques années, vous irez de Bordeaux à Clermont-Ferrand ou de Caen à Nantes, vous pourrez dire que vous roulez sur l'or.

A.V.

Matignon se vend aux enchères

Entre barristes et léotardiens, pourtant membres d'un même parti, l'UDF, on en est aux injures. Pour Barre, la "bande à Léo" est formée de *"petits rigolos"* qui tiennent des *"propos de cirque"*, tandis que pour le léotardien Longuet, Barre mérite d'être comparé au général Boulanger.

Le problème, c'est celui de la candidature de Léotard aux prochaines présidentielles. Se présentera-t-il, ne se présentera-t-il pas?

Si ce genre de suspense vous laisse froid, il n'en est sûrement pas de même de Barre, par exemple, qui aurait bien moins de chances de damer le pion à Chirac au premier tour des présidentielles si un deuxième candidat UDF se mettait en lice...

Giscard, plein de fiel pour son ancien Premier ministre, pousse Léotard. Les seconds couteaux de Chirac prennent cette candidature très aux sérieux, on s'en serait douté.

Il faut dire que ces deux-là sont une bonne école: le premier s'est placé sur orbite en faisant tomber De Gaulle en 1969 ; le second, surtout, s'est rangé derrière Giscard, en 1974, dégommant le candidat gaulliste Chaban et y gagnant une place de Premier ministre de Giscard. De quoi faire rêver un Léo-aux-longues-dents.

Mais ne vous y trompez pas: malgré les propos que tiennent les siens, Léotard n'a pas encore choisi. Il se contente, pour l'instant, de faire monter les enchères entre Chirac et Barre. Le porte-parole de son parti écrivait dans *Le Monde* du 16 avril: *"Mais quelle sera ensuite l'attitude du président élu grâce* (au Parti Républicain)? *Comment le président entendra-t-il assurer au Parti Républicain la juste place qui devra lui revenir dans la nouvelle majorité parlementaire?"* En clair, si Chirac promet le poste de Premier ministre à Léotard, il se présente. Si c'est Barre, il ne se présente pas et *"soutiendra activement et loyalement dès le premier tour un autre candidat (dont le nom ne fait aucun doute)"*

Le porte-parole du PR écrivait aussi: *"Plus que le parti des hommes, le Parti Républicain se veut un creuset des idées"*. Certainement. Un creuset ayant une forme de maroquin ministériel et contenant les idées de celui qui le fournit!

J.J.F.

HAUSSES A LA SNCF

Aux travailleurs, la facture la plus lourde

La SNCF vient d'annoncer les augmentations de ses tarifs, qui entreront en vigueur à compter du 30 avril pour l'ensemble des grandes lignes voyageurs. Pour les tarifs banlieue de la région parisienne (cartes oranges notamment), les augmentations sont reportées en commun avec la RATP, au 1er juin.

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle n'y a pas été de main morte : elles vont de 2,3 % à 7,7 % !

Les hausses les plus importantes concernent les abonnements à libre circulation à parcours déterminé (hors TGV) : 7,7 %. Les abonnements dits de zones sont augmentés quant à eux de 3,4 %. Pour les abonnements demi-tarif sur parcours déterminé, la hausse est de 7 % pour les distances jusqu'à 139 kilomètres et de 5 % pour celles de 150 à 299 kilomètres et de 2,3 % de 300 à 699 kilomètres.

Autant dire que ces hausses, non seulement se situent bien au-delà de l'augmentation des salaires, mais surtout sont conçues pour toucher plus particulièrement, et fortement, tous ceux qui n'ont d'autre choix que de prendre le train pour se rendre à leur travail. Car les cartes d'abonnement sont précisément achetées par des dizaines de milliers de travailleurs qui habitent à 100 voire 200 kilomètres du lieu de leur travail, et qui tous les jours doivent prendre le train.

Quant au prix des billets grandes lignes, l'augmentation est dégressive selon la distance du parcours. Le prix de base kilométrique pour les voyages de moins de 300 kilomètres est augmenté de 5,9 %. Entre 300 et 450 kilomètres, il l'est de 2,5 %. Et au-delà de 450, le prix kilométrique... baisse, passant de 0,38 F à 0,36 F.

Dans sa politique tarifaire, la SNCF entend privilégier les trains rapides express, comme le Corail et surtout le TGV, en faisant payer le prix le plus cher aux usagers des trains express régionaux...

Pour les longues distances, la SNCF est bien obligée de tenir compte de la concurrence des compagnies aériennes, et donc de ne pas trop augmenter, voire de baisser ses prix. Autrement dit, la SNCF recourt à des augmentations d'autant plus fortes que les usagers n'ont pas d'autre choix que de passer par elle.

Voilà qui tient du racket.

H.G.

NUCLÉAIRE

Les responsables n'ont pas un atome de franchise

Un an après la catastrophe de Tchernobyl, l'émission *Caméra 2* a consacré un long reportage au thème des accidents nucléaires. On a ainsi pu se remettre en mémoire la façon dont les services français officiels avaient menti en prétendant à l'époque n'avoir relevé aucune radiation supérieure à la normale. Ainsi le jour même où les scientifiques allemands signalaient une radioactivité anormale à Kehl, ville séparée de Strasbourg par un simple pont sur le Rhin, les appareils français n'auraient, paraît-il, rien enregistré de l'autre côté du fleuve. C'était gros à avaler et ça n'était évidemment pas passé.

Un an plus tard, le professeur Pellerin, qui dirige ce fameux Service central de protection contre les radiations ionisantes (le SCPRI), qui est chargé des relevés officiels, est venu devant les caméras, avec en renfort Michèle Barzach, l'actuel ministre de la Santé. La version d'aujourd'hui, c'est que, à l'époque, perdus dans les chiffres, et tout occupés qu'ils étaient à faire sérieusement leur travail, ces scientifiques n'avaient pas su trouver les mots pour "communiquer". Voilà pourquoi Pellerin et ses ouailles avaient seulement répété "RAS".

Autre séquence instructive: la colère froide de Barzach demandant au caméraman de bien vouloir filmer la batterie (unique au monde, paraît-il) des appareils du professeur Pellerin afin que les téléspectateurs puissent comparer avec "l'évier de cuisine" qui, selon le ministre, accueille les expériences de mesure de l'association de scientifiques qui effectuent leurs propres mesures parce qu'ils ont décidé de ne plus se satisfaire des déclarations officielles. Visiblement, que des citoyens puissent réfuter les mensonges gouvernementaux, cela faisait entrer en fusion madame le ministre.

Et pourtant la moindre des démocraties, ce serait bien de mettre à la disposition des citoyens ayant les connaissances pour les utiliser les appareils de mesure et de contrôle utiles. Après tout, ces appareils ont bien été acquis avec l'argent public, non?

On apprit aussi au cours de cette émission, de la bouche d'un sous-directeur de centrale, qu'il y aura aussi inévitablement en France des accidents graves dans des installations nucléaires, mais que, et ce sont d'autres responsables qui le déclaraient, les exercices de protection civile effectués depuis la catastrophe de Tchernobyl pour essayer de simuler l'effet d'un accident d'une centrale

Michèle Barzach (AFP)

EDF en France se sont révélés... lamentables...

Une émission qui, ayant su éviter l'écueil du débat sur les dangers propres au nucléaire, montrait parfaitement comment les responsables politiques et administratifs sont si peu certains d'avoir pris toutes les précautions qu'ils ont des tas de choses à cacher.

Et c'est bien là l'essentiel du problème. Les profiteurs et leur Etat détestent être contrôlés parce que ce qu'ils font en gros et en détail n'est pas toujours avouable. C'est pourquoi ils sont aussi (ou plus?) préoccupés par les fuites démasquant leurs activités que par celles de matières radioactives... **P.V.**

Un abri vaut mieux qu'un propos de ministre

La municipalité de Rillieux-le-Pape, dans la banlieue nord de Lyon, vient de décider la construction dans les cinq ans à venir d'abris pour dix mille places afin de se protéger *"des nuages chimiques et des centrales nucléaires"*.

La construction du premier de ces abris antipollution commencera en juillet et il sera construit sous la gendarmerie.

Voilà qui en dit long sur les sentiments réels du maire (UDF) de Rillieux. La commune est située non loin de la centrale de Bugey, et on voit toute la confiance qu'il porte aux propos lénifiants et rassurants de l'EDF et de son gouvernement quant au non-danger des centrales nucléaires et autres complexes chimiques!

H.G.

HANDICAPÉS

Une loi-poudre aux yeux

Un projet de loi sera présenté à l'Assemblée nationale courant mai pour, paraît-il, aider les handicapés à trouver des emplois. Il s'agit, annonce *Le Figaro*, de pénaliser financièrement les entreprises de plus de vingt salariés qui n'emploieront pas 6 % de travailleurs handicapés. Jusqu'ici, les entreprises étaient seulement tenues de consulter l'ANPE qui devait leur présenter des handicapés dans un délai de dix jours. Mais rien n'obligeait les patrons à employer quelqu'un dont ils jugeaient qu'il ne faisait pas l'affaire. Et rien ne les y obligera vraiment non plus avec les nouvelles dispositions.

Les entreprises pourront en effet remplir leurs nouvelles obligations simplement en passant des contrats de sous-traitance avec des entreprises spécialisées faisant travailler des handicapés, ou encore en adhérant à des organismes patronaux constitués par branche qui se chargeront de faire travailler ou de former des handicapés. D'ici à ce que ces mesures permettent encore à des patrons de récupérer des fonds sociaux, il y n'y a pas loin. Car question aides, les patrons, eux, ne sont pas handicapés, ces temps-ci.

Le mécénat, ça paye

Le gouvernement vient d'adopter un projet de loi sur le mécénat, qui va permettre à des particuliers et à des entreprises d'acquérir des œuvres d'art, de participer à la restauration de monuments, de soutenir des organisations caritatives ou sportives... en bénéficiant de réductions d'impôts.

La France a, paraît-il, du retard dans ce domaine par rapport aux autres pays. Fiat, par exemple ne finance-t-il pas l'un des joyaux de l'art vénitien, le palais Grazzi? Et l'American Express, n'a-t-il pas pris des parts dans... la restauration de l'arc de triomphe de l'Etoile? Et qui sait si *"Les Tournesols"* de Van Gogh auraient été acquis par une compagnie d'assurances japonaise, si l'Etat français avait mis la main à la poche pour aider des riches "bien de chez nous" à se les payer?

Les nouvelles dispositions de la loi coûteront, selon le ministre des Finances Balladur, quelques centaines de millions de francs en manque à gagner aux caisses de l'Etat. L'amour de l'art, du sport ou de son prochain consistera donc, pour les riches particuliers ou les entreprises, à se procurer des "valeurs" artistiques ou à se faire de la publicité auprès du public qui suit les événements culturels, sportifs ou les grandes campagnes de charité, en pompant l'argent des contribuables.

Leur infinie bonté, leur grande générosité, leur exquise sensibilité auront d'autant moins de limites, que ce sera nous qui paierons.

AFRIQUE DU SUD

Pour briser la grève des cheminots, la police assassine

En Afrique du Sud, pendant que la population blanche se prépare à aller voter pour les élections générales anticipées du 6 mai, chez les Noirs, privés du droit de vote, ce sont les cheminots grévistes qui sont à la pointe du combat.

Depuis le 12 mars, les 18 000 employés noirs des chemins de fer de Johannesburg sont en grève. A l'origine, ils refusaient le licenciement de l'un d'entre eux accusé d'un petit vol. La grève dure depuis six semaines.

Des wagons ont été incendiés (plus de soixante) et la police et l'armée occupent les gares et surveillent les trains qui roulent (les cheminots blancs ne sont pas en grève).

L'administration des transports, pour tenter d'en finir avec cette grève, qualifiée d'illégale, a appelé à la reprise le 22 avril en avertissant les cheminots qui ne se présenteraient pas qu'ils seraient licenciés. Mille à deux mille d'entre eux sont venus, et 16 000 ont refusé d'obéir. Ils sont donc licenciés. Le même jour, une petite troupe de manifestants s'est rassemblée devant la gare de Doornfontein à Johannesburg et les forces de l'ordre ont tenté de les disperser, avant d'ouvrir le feu. Il y aurait six morts, au moins, et de nombreux blessés. Un major de la police est mort également, poignardé.

Mais ce n'est pas tout. Déjà la police avait "nettoyé", à coup de fouets et de gaz lacrymogènes un local syndical, à Germiston, une cité industrielle de la banlieue de Johannesburg, faisant un ou deux morts.

Et à Soweto même, à la suite du boycott des loyers décidé en juin dernier, la municipalité a commencé certaines expulsions. La foule s'est rassemblée devant le siège du Conseil municipal. Les forces de l'ordre sont intervenues. Il y aurait au moins un mort. Les journalistes ont été chassés par la police.

La tension sociale ne cesse d'augmenter. Des militants anti-Apartheid appelaient le 22 avril les Noirs de Soweto à ne pas se rendre à leur travail. Après les cheminots, les postiers et les mineurs de l'or semblent, à leur tour, s'engager dans la grève - et l'on s'approche du Premier mai, qui l'an dernier a été marqué par une grande vague de grèves...

Botha peut bien faire voter les Blancs. Malgré "l'état d'urgence", malgré l'armée et la police, il ne peut empêcher les travailleurs noirs de se battre pour leurs droits. Et les travailleurs noirs ont entre leurs mains une force énorme: ce sont eux qui font tout marcher dans le pays, et qui peuvent tout arrêter.

A.V.

PHILIPPINES

D'une mutinerie à l'autre, les militaires occupent toujours le terrain politique

Samedi 18 avril, aux Philippines, éclatait une nouvelle mutinerie à Manille. Treize soldats conduits par un ancien sergent de la garde de Marcos ont tenté de délivrer les militaires arrêtés suite à la tentative putschiste de janvier dernier, où plusieurs centaines de soldats s'étaient retranchés dans une station de radio de Manille.

Les treize soldats étaient, semble-t-il, membres de ces "confréries" militaires dont l'annonce de la "réorganisation" avait immédiatement précédé un attentat à la bombe perpétré en mars dernier dans l'enceinte d'une académie militaire où Cory Aquino devait prendre la parole.

Les mutins, auxquels s'étaient joints 42 des 108 prisonniers qu'ils étaient venus délivrer, se sont retranchés dans la prison, et l'assaut donné par les forces de l'ordre a fait un mort parmi eux.

Immédiatement après, le chef d'état-major général, le général Fidel Ramos, a tenu à rassurer en affirmant: *"La situation est normale dans l'ensemble du pays"*.

Oui, la situation est "normale", c'est-à-dire que depuis la prise du pouvoir par Cory Aquino grâce à la mobilisation populaire et au ralliement d'une partie de l'armée sous les auspices des Etats-Unis, on va de tentatives putschistes en mutineries. Et on ne peut même pas dire qu'elles sont manquées, car leur objectif n'est pas forcément de renverser le régime de Cory Aquino, du moins dans l'immédiat. Mais les différents groupes de militaires font de la politique, occupent le terrain, quotidiennement à l'ombre de ces confréries plus ou moins secrètes, et parfois au grand jour, ne manquant pas une occasion de mettre le régime en difficulté. Et, à chaque fois, le scénario est le même: le général Ramos maîtrise la situation ; et finalement les acteurs de la vie politique ne se puisent qu'au sein de l'armée...

Pour le moment, l'état-major et les responsables américains ont choisi de soutenir Aquino, grande bourgeoise anticommuniste, mais qui bénéficie d'un certain soutien populaire et est encore capable de contenir les classes pauvres de la population.

Cory Aquino n'a pas touché à l'armée dont seuls une vingtaine d'officiers supérieurs les plus liés à Marcos avaient été mis à la retraite. Mais l'armée ne le lui rend pas, et les militaires occupent le terrain, les troubles permanents suscités par tel ou tel groupe de soldats ayant fini par faire de Ramos le véritable chef du gouvernement, et de la "démocratie" aux Philippines une démocratie surveillée de très près par l'armée!

M.C.S

(AFP)

Fidel Ramos, chef d'état-major général

APRÈS LE CONSEIL NATIONAL PALESTINIEN D'ALGER

Quelle perspective pour le peuple palestinien?

Le Conseil national palestinien, le "Parlement" palestinien, qui vient de se tenir à Alger, aura scellé l'unité retrouvée entre les différentes fractions de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) sous la houlette de Yasser Arafat. Et, de fait, lui dont il y a peu encore d'autres dirigeants de l'OLP demandaient la démission, lui qui voyait, au lendemain de l'invasion du Liban par Israël, ses partisans pourchassés et combattus par d'autres mouvements palestiniens soutenus par la Syrie, apparaît comme le triomphateur d'Alger.

Ses rivaux d'hier se sont ralliés et ont même annoncé la dissolution du Front National du Salut de la Palestine, cette OLP-bis conçue par la Syrie comme une machine de guerre anti-Arafat. Revoici donc une nouvelle fois Arafat en selle, consacré leader incontesté de l'OLP, l'organisation dans laquelle se reconnaît apparemment la majorité de la population palestinienne.

Mais cette unité retrouvée donne-t-elle pour autant, aujourd'hui, des perspectives au peuple palestinien ? Malheureusement elle est aussi la réaffirmation d'une politique qui, depuis vingt ans, n'a fait que le conduire d'échecs en échecs. Et même si Arafat réussit, encore une fois, à se relever politiquement de ses échecs, ce n'est pas cela qui ouvre une perspective aux opprimés palestiniens.

C'est que l'OLP, quoi que prétendent ses chefs, ne défend pas les intérêts réels des opprimés de Palestine ; elle s'appuie sur leurs sentiments de révolte face à l'oppression pour poursuivre ses propres buts, et cela n'est pas du tout la même chose.

Arafat ou ceux qui le contestaient hier à la tête de l'OLP ne combattent pas l'ordre impérialiste qui pèse sur les peuples du Moyen-Orient et dont, chacun à sa façon, Israël, la Syrie, la Jordanie et d'autres encore sont les défenseurs. Cet ordre, Arafat ne veut pas le détruire mais l'aménager juste ce qu'il faut pour qu'il fasse un peu de place à un appareil d'Etat supplémentaire, celui de la bourgeoisie palestinienne, un Etat qui ne serait pas plus celui de "sa" population que ne l'est celui d'Hussein en Jordanie ou d'Assad en Syrie.

Pour poursuivre cette politique, Arafat et l'OLP ne comptent pas tant sur la force des masses palestiniennes elles-mêmes que sur les accords auxquels ils peuvent parvenir, sur le soutien qu'ils peuvent obtenir de tel ou tel Etat arabe ou des dirigeants impérialistes. Or c'est justement cela qui conduit à une impasse. Les dirigeants des Etats arabes et les dirigeants impérialistes, s'ils ne craignent pas Arafat, craignent le peuple palestinien et préfèrent le voir écrasé que triomphant. C'est pourquoi Hussein l'a écrasé en Jordanie en 1970, c'est pourquoi la droite phalangiste a fait de même quelques années plus tard au Liban, c'est pourquoi la Syrie poursuit cette opération aujourd'hui, sans parler bien sûr d'Israël lui-même qui a consacré toute une expédition militaire, en 1982, à chasser les forces palestiniennes du Liban. Et, une fois le peuple palestinien écrasé, militairement contrôlé, aucun de ces dirigeants-là ne voit la nécessité de lui concéder le droit à son propre Etat.

En revanche, entre les dirigeants des Etats arabes, les dirigeants impérialistes et même, dans une certaine mesure, les dirigeants israéliens, un consensus finit par se dégager périodiquement pour laisser exister l'OLP, sous la direction d'Arafat. Non pas pour faire droit aux revendications du peuple palestinien, mais pour qu'il existe une sorte de représentation diplomatique de celui-ci, que l'on conserve pour le cas où, un jour, il faudrait l'insérer dans une négociation internationale sur le maintien de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient. Et c'est ce qui fait la fortune politique d'Arafat.

Quant au peuple palestinien, comme les autres peuples des pays arabes en définitive, il ne peut avoir de perspective de sortir de sa situation d'oppression que dans la remise en cause de l'ordre impérialiste lui-même ; mais cela ne peut être le fait que d'une lutte d'ensemble des opprimés du Proche-Orient. Une lutte qui implique, justement, de dépasser les objectifs étroitement nationalistes d'une organisation comme l'OLP.

C'est Alfonsin qui a reculé devant l'armée

Après plus d'une semaine de rébellions dans l'armée argentine, d'abord à Cordoba dans le nord-ouest du pays, puis à Campo de Mayo près de Buenos Aires, et enfin dans les provinces du nord de Salta et Tucuman, un calme très relatif semble revenu, pour un temps du moins, dans les casernes.

Alfonsin, le président civil, en place depuis près de trois ans et demi, a reculé sur plusieurs points pour limiter la crise. D'une part, il a visiblement donné des garanties sur l'adoption d'une législation systématisant le fait qu'au nom du "devoir d'obéissance" les militaires, considérés comme de simples exécutants, des assassinats et des tortures de la période de la dictature, seraient innocentés. D'autre part, il a ouvertement congédié le chef de l'état-major, Rios Erenú, comme le demandaient les premiers mutins. Et le choix de son remplaçant, un certain Caridi, lui-même impliqué dans des affaires de violation de droits de l'homme, pour lesquelles il doit comparaître est bien sûr tout un symbole en même temps qu'un nouveau piège pour Alfonsin. Les tribunaux civils oseront-ils s'en prendre à celui qu'Alfonsin vient de promouvoir ? Et si oui, comment Alfonsin leur imposera-t-il de reculer ?

Les mois qui viennent risquent d'être fertiles en crises politiques si les militaires n'obtiennent pas l'amnistie qu'ils paraissent disposés à imposer par tous les moyens.

Il y a loin de la réalité aux discours d'Alfonsin et aux commentaires de la presse affirmant que la démocratie est sortie renforcée de cette épreuve de force.

Les récents événements ont montré que les officiers d'active impliqués dans les procès bénéficiaient de la solidarité de leurs pairs et de leurs supérieurs. Les troupes les plus "loyales" ont montré qu'elles n'étaient pas disposées à en découdre avec les rebelles. Les tortionnaires d'hier ont tenu tête ouvertement au gouvernement sorti des urnes. Et l'armée argentine, sortie affaiblie et divisée de la dictature et de la guerre des Malouines, paraît avoir récupéré une partie de sa capacité d'intervention ouverte dans la vie politique et de son arrogance.

Sans doute l'enjeu de l'épreuve de force est-il pour le moment limité à l'obtention de l'amnistie. Mais dans cette série d'affrontements entre les militaires et le gouvernement, l'armée pose ses jalons pour plus tard. Familiers du pouvoir, les militaires argentins attendent leur heure. Ils savent que les régimes civils, eux aussi, s'usent vite. Demain, quand Alfonsin sera discrédité en partie à cause de sa faiblesse devant l'armée, quand il aura déçu les classes populaires, les péronistes ne seront pas les seuls à pouvoir fournir une relève. La bourgeoisie argentine comme les dirigeants impérialistes peuvent avoir besoin tôt ou tard de solutions plus radicales et plus musclées contre le peuple argentin. Alors, d'ici là, tout ce qui renforce le crédit de l'armée auprès des possédants petits et grands, tout ce qui discrédite Alfonsin est bon à prendre pour les militaires.

Les mutineries en chaîne de la semaine passée l'ont montré : le danger d'un retour des militaires existe en Argentine, comme il existe au Brésil, en Uruguay, au Pérou, — pour ne parler que de l'Amérique latine — où là aussi les pressions des militaires se font plus fortes et plus exigeantes.

Et, bien sûr, tout le problème est de savoir comment les classes populaires et en particulier la classe ouvrière de ces pays peuvent faire barrage à leurs ambitions.

Alfonsin en s'adressant au peuple argentin, a appelé celui-ci à resserrer les rangs autour de lui. Il a appelé tous les partis y compris les partis d'opposition à réaliser une sorte d'union sacrée en signant un pacte dit démocratique. La plupart des partis d'opposition, y compris le Parti Communiste, malgré des réserves, ont signé (seuls les deux groupes trotskystes, le MAS et Pouvoir Ouvrier ont refusé). Mais par ce pacte Alfonsin cherche en réalité une caution à sa politique de reculade devant l'armée et à sa politique d'austérité contre les classes pauvres. Alfonsin, comme les péronistes en 1976, comme Allende au Chili en 1973, capitulera plutôt que de donner à la population les moyens de vaincre. Et l'union des futurs capitulards ne renforcera pas la classe ouvrière argentine.

En réalité si la classe ouvrière argentine chez qui la haine des militaires reste intacte ne veut plus vivre l'horreur d'une dictature, elle n'a pas d'autre choix que de se préparer à faire reculer l'armée, sans se ranger derrière les civils qui aujourd'hui lui font supporter l'austérité pour la livrer demain à des bourreaux impitoyables.

Et pour ce faire, la classe ouvrière argentine dispose peut-être aujourd'hui d'un répit et d'une opportunité. Les prises de positions des organisations patronales viennent de montrer que, pour le moment du moins, la bourgeoisie argentine n'est pas prête à risquer une nouvelle aventure avec les militaires, et qu'elle compte sur le gouvernement d'Alfonsin même affaibli pour imposer des sacrifices à la population. Eh bien, c'est justement en refusant ces sacrifices, en menant une offensive d'envergure que la classe ouvrière argentine pourrait peut-être aujourd'hui faire reculer le patronat et le gouvernement. Et ce serait sans doute le meilleur moyen pour elle, non seulement de se défendre aujourd'hui mais aussi de se protéger du danger d'un retour en force des militaires.

Henriette MAUTHEY

Quelques informations

D'après les militants du MAS, l'organisation trotskyste argentine du courant moréniste, le sentiment dominant des gens n'était pas la peur mais le rejet des militaires. Dans certains endroits, les gens allaient devant les casernes injurier les militaires. Des grèves auraient spontanément éclaté. Le SMATA (syndicat de l'automobile) aurait appelé à des débrayages. 500 travailleurs de la Mercedes Benz auraient suivi l'appel. Si l'on se rendait bien compte qu'il ne s'agissait pas d'un coup d'Etat, néanmoins tout le monde là-bas connaît trop la dynamique pour ne pas être inquiet.

Par ailleurs, il semblerait qu'en plus des mutineries les plus marquantes, d'autres casernes aient été le theâtre d'événements non divulgués. C'est ainsi qu'à La Matanza, une ville de la banlieue de Buenos Aires, un petit soulèvement aurait eu lieu. Des gens ont encerclé la caserne où des officiers étaient enfermés avec des munitions de guerre après avoir donné congé aux soldats.

Pour sa part, le MAS a essayé de réagir à l'annonce du soulèvement en distribuant des tracts de maison en maison pour appeler les travailleurs à se mobilier. Les militants ont fait des assemblées dans les entreprises avec pour mots d'ordre, l'écrasement des mutins, la mobilisation générale de la population et la grève générale. Par ailleurs, ils interpellent la CGT pour qu'elle appelle à une grève générale.

Le MAS a appelé à manifester dimanche Place de Mai et a assisté à la réunion d'Alfonsin et des représentants politiques des différents partis.

Pour le MAS, Alfonsin s'est totalement plié aux volontés des militaires. Et quand Alfonsin a annoncé qu'il allait discuter avec les militaires, le MAS a préféré se retirer de la Place de Mai en protestant contre la négociation, entraînant un temps le Parti Communiste dans son sillage avant que ce dernier finisse par revenir. Quant à l'accord signé par Alfonsin et les représentants des partis, il comporterait quatre points dont les deux principaux seraient la défense des institutions bourgeoises et la "reconnaissance du principe de l'obéissance due". Il aurait bien été signé par tous les partis sauf le MAS, Pouvoir Ouvrier et une association des mères de la Place de Mai. Le Parti Communiste l'aurait accepté avec des réserves.

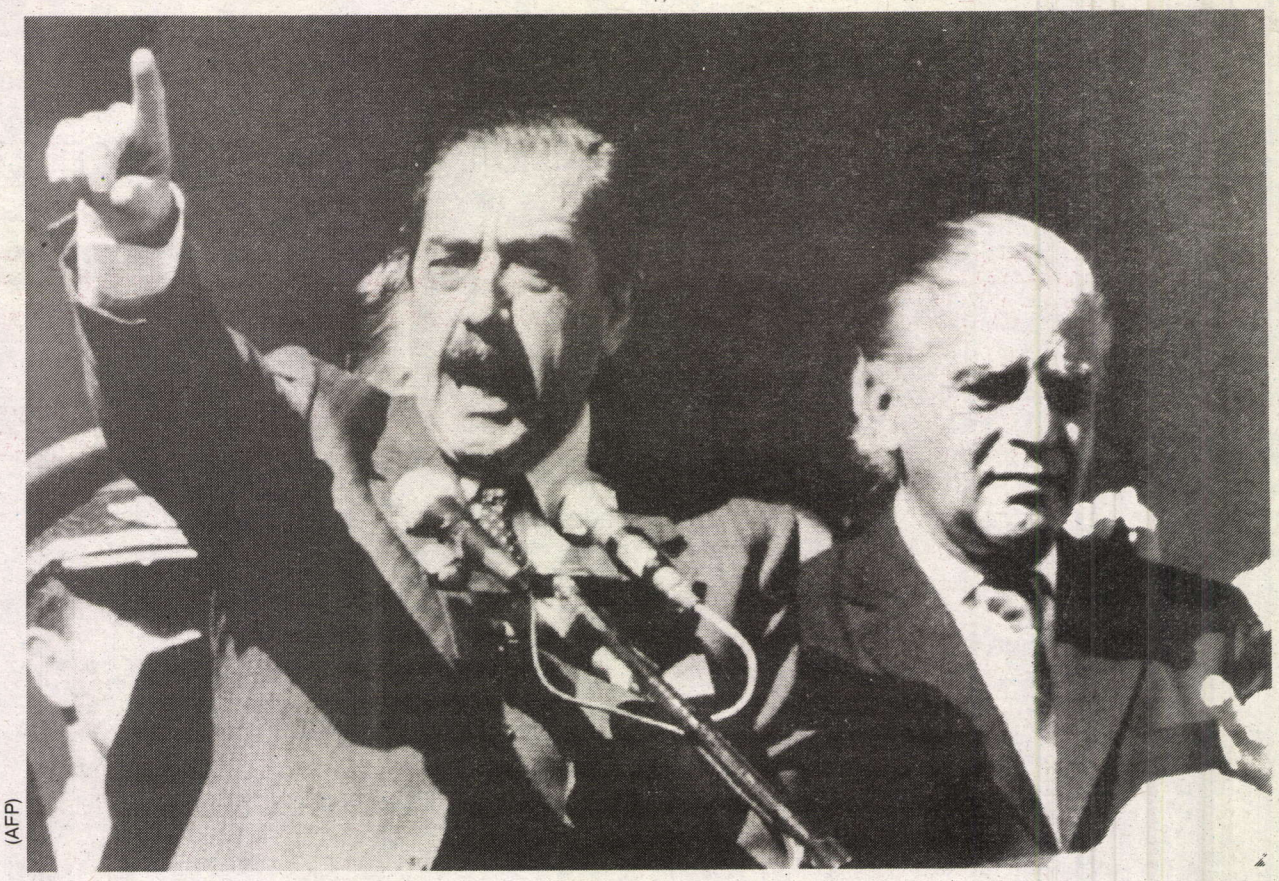
Une "démocratie" négociée avec l'armée

C'est à la suite de la défaite des militaires argentins aux Malouines, en 1982, que s'organisa le passage du pouvoir aux civils. Cette guerre d'ailleurs, les militaires l'avaient décidée, comme on joue au poker, afin de détourner le mécontentement et les manifestations hostiles qui allaient grandissant contre la dictature. La défaite des Malouines ne pouvait que précipiter leur chute. La corruption des militaires mise à nu à cette occasion (on avait trouvé par exemple des lettres destinées aux soldats dans des boîtes de chocolat vendues dans le commerce, alors qu'elles étaient destinées aux Malouines), ajoutée à la lâcheté d'un certain nombre d'officiers au front et que tous avaient pu constater sur les écrans de télévision, avaient décuplé la haine de la population contre les militaires.

Face aux manifestations qui s'amplifiaient de jour en jour, il devint alors urgent pour les classes possédantes que la dictature, isolée et usée, laisse la place aux civils.

C'est ainsi qu'en juin 1982, le général Galtieri, au pouvoir lors de cette guerre des Malouines, est destitué et remplacé par un autre militaire, le général Bignone, qui se charge alors de préparer le retour, dans le calme et l'ordre, d'un régime parlementaire. Et à la fin de l'année suivante, à l'issue d'élections générales préparées, dans cette période de transition, sont élus entre autres un parlement et un président, Alfonsin. L'armée se retire alors, indemne et intacte, dans ses casernes.

Alfonsin et le procès intenté contre les militaires


(AFP)

Le lendemain même de son arrivée à la présidence, le 11 décembre 1983, Alfonsin déclarait qu'il était déterminé à ce que *"réparation et justice"* soient rendues quant aux violations des Droits de l'homme commises lors de la dictature militaire qui avait sévi de 1976 à 1983. Très vite cependant, il définissait trois niveaux de responsabilité, distinguant en particulier ceux qui s'étaient limités à exécuter les ordres de ceux qui les avaient donnés et qui s'étaient livrés à des "excès" dans leur accomplissement. En procédant à une telle définition des degrés de responsabilité, il s'agissait pour Alfonsin, comme il a tenu lui-même à le dire, de faire en sorte que l'Armée, en tant qu'institution, reste indemne. Pour les mêmes raisons, il était décidé qu'il incombait aux tribunaux militaires de juger ses membres accusés de violation des Droits de l'homme.

L'armée impliquée toute entière dans la répression, rien d'étonnant alors qu'un an plus tard, en septembre 1984, le Conseil supérieur des Armées ait déclaré que les ordres reçus par les inculpés étaient *"sans objection possible"*, ce qui revenait à une entière absolution, sans jugement préalable.

Face à l'indignation qu'entraîna dans le pays cet acquittement pur et simple, et les manifestations qui s'ensuivirent, le gouvernement d'Alfonsin n'avait d'autres choix que de porter le dossier devant la justice ordinaire.

Et c'est ainsi que s'ouvrait, le 22 avril 1985, le procès pour lequel 2000 témoins avaient été convoqués par le procureur Stassera pour établir la culpabilité des commandants des trois ex-juntes militaires. Ce jour-là, des dizaines de milliers de personnes appelées par les organismes des Droits de l'homme, et par "les Mères de la Place de Mai", manifestèrent dans la capitale pour exiger *"le jugement et le châtiment de tous les coupables"*, et pas seulement des neuf ex-commandants.

Par ailleurs, la CONADEP, commission mise en place par le gouvernement, avait constitué en neuf mois un dossier de 50 000 pages apportant des preuves sur au moins 8 791 cas de disparitions (restaient des milliers d'autres cas *"non prouvés"* par cette commission gouvernementale). Et surtout, il ressortait de ce long rapport une liste de 1 351 personnes - militaires pour la plupart - qui étaient impliquées dans la répression.

Alors, si finalement cinq des neuf commandants seront condamnés (il y a quatre acquittements ! Trois peines de 17, 8 et 4 ans et seulement deux condamnations à perpétuité), restaient tous les autres...

L'éventualité de tels procès, impliquant et touchant l'ensemble de l'armée (combien d'autres suivraient et seraient impliqués au cours des 1 351 procès ?), non seulement ne pouvait que déplaire à l'armée mais aussi au gouvernement, soucieux de ne pas la voir mise à mal.

Déjà, lors des dernières semaines du procès, Alfonsin, relayé par d'autres personnalités politiques, commençait à parler de plus en plus ouvertement de la nécessité de *"parvenir à la réconciliation nationale"*, expliquant par là que le jugement des neuf commandants devait suffire. Le mot *"point final"* était prononcé et repris. Et un an plus tard, la loi dite du "point final" était votée. Dorénavant, il y aurait prescription sur tous les cas qui n'auraient pas été dénoncés jusque-là.

Cela dit, ce ne sera pas - comme l'espéraient l'état-major de l'armée et le gouvernement - une quarantaine de procès de militaires (et pour la plupart à la retraite) qui auront lieu, mais dix fois plus. En peu de jours, les juges faisaient état de 500 demandes judiciaires, sans parler des procès ouverts contre le III[e] corps d'infanterie et l'Ecole de mécanique de la Marine (ESMA, très citée dans les témoignages lors du procès pour les tortures et les assassinats qui y étaient organisés).

Ainsi, c'était quand même quelques centaines de chefs et officiers, dont beaucoup en activité (et entre autres un aide de Rios Erenu) qui se retrouvaient dans la situation de devoir passer en jugement.

Depuis, l'idée d'une amnistie générale est de plus en plus mise en avant par Alfonsin. Le pape en a même été de son petit couplet à ce propos lors de sa visite il y a deux semaines. Reste simplement l'occasion de faire passer la loi.

Et en attendant, tous ceux qui sont convoqués ou en passe de l'être pour rendre des comptes et qui s'attendaient à cette loi d'amnistie (pas encore effective) se rebiffent et ruent dans les brancarts.

Quand Alfonsin, excuse l'armée

Au mois de juillet dernier, Alfonsin s'était adressé à l'ensemble de l'armée pour préciser que c'était lui qui avait personnellement donné des instructions pour qu'une "justice impartiale" veille à délimiter la part de responsabilité de ceux qui avaient participé à la répression.

Et à cette occasion, affirmant que *"de nouveau, l'armée est le bras armé de la Nation pour défendre sa souveraineté"*, il rappelait quels devaient être dorénavant la place et le rôle de celle-ci dans la nouvelle démocratie qu'il mettait en place. Alfonsin donnait alors son analyse des circonstances qui avaient entraîné l'arrivée au pouvoir des militaires. Si l'armée avait alors perdu *"son rôle exclusif et glorieux d'être le rempart de la souveraineté de la Nation"*, la faute en incombait largement à un certain nombre de secteurs politiques. Et Alfonsin insistait alors (ce qui ne pouvait pas déplaire à l'armée, puisque c'est précisément ainsi que les militaires justifient la répression) sur la *"désintégration nationale"*, le chaos qui s'était installé dans le pays, du fait des agissements, du recours à la violence de groupes guérilleristes comme les Montoneros, ou l'ERP (Armée révolutionnaire du peuple) - qu'il ne nomme pas - mais aussi des mouvements sociaux d'alors. Alors, expliquait-il *"à l'aventurisme armé qui poursuivait des objectifs antidémocratiques, on répondit par l'autoritarisme"*. Et c'est ainsi que *"les forces armées furent amenées à jouer un rôle absolument incompatible avec leur rôle dans un régime républicain"*.

Ces pauvres militaires, obligés en somme de recourir au coup d'Etat, ne pouvaient rêver meilleure absolution.

Une armée habituée aux coups d'Etat

Sans parler des soulèvements manqués, l'armée argentine a renversé six fois depuis 1930 les gouvernements en place pour prendre le pouvoir. Aussi, depuis 1930, aucun président issu d'élections n'a pu aller jusqu'au bout de son mandat, à deux exceptions près... mais il s'agissait de deux généraux !

En septembre 1930, le radical Yrigoyen est renversé par le général Uriburu. En juin 1943, l'armée renverse Ramon Castillo. Quant à Peron, arrivé au pouvoir en 1946, il est renversé en 1955, lors de la troisième tentative de coup d'Etat. Les généraux Léonardi et Aramburu interdisent alors le péronisme et annulent la politique "sociale" de Peron (qui dans une situation de prospérité économique avait donné quelques miettes à la classe ouvrière).

En 1958, le radical Frondizi est élu puis renversé quatre ans plus tard, en 1962, par les militaires qu'il avait lui-même appelés pour réprimer les classes populaires... Un an plus tard Arturo Illia, du Parti du Peuple est élu et renversé par l'armée qui considère sa politique trop libérale.

En 1966, le général Ongania exerce sa dictature jusqu'à ce que les mouvements de grève, le soulèvement populaire à Cordoba (le "cordobazo" en 1969) l'obligent en 1970 à laisser la place à un autre général, Livingstone, lui-même remplacé neuf mois plus tard par Lanusse.

En 1973, c'est le retour de Peron. A sa mort, c'est sa femme, Isabel, qui assume la présidence, jusqu'à ce qu'en mars 1976, les militaires la renversent et prennent le pouvoir. Commence alors ce que l'on a appelé "la guerre sale" contre la "subversion", c'est-à-dire les enlèvements (30 000 disparus) avec son lot de tortures et d'assassinats. Ces sept ans de dictature que connaît alors l'Argentine sont les plus chers qu'ait dû payer la population.

Ainsi donc, l'armée a toujours joué un rôle prépondérant dans la vie politique du pays exerçant un contrôle actif et pesant de tout son poids sur les partis politiques, quand ce n'était pas en exerçant directement le pouvoir.

Car même lorsqu'elle n'est pas au devant de la scène, qu'elle cède la place, elle ne peut qu'être sollicitée à un moment ou à un autre - ce qui a toujours été le cas - par les gouvernements civils qui tous, se sont portés garants de l'ordre établi, c'est-à-dire l'ordre des possédants et de l'impérialisme. Dans l'Argentine sous-développée, ces classes possédantes aucunement disposées à faire la moindre concession aux travailleurs et aux pauvres, n'ont jamais hésité pour mettre ces derniers au pas à faire appel aux militaires.

FLEXIBILITÉ ET TRAVAIL DE NUIT DES FEMMES

Le projet à reculons

Sur *"l'aménagement du emps de travail"*, le Sénat ı'aura pas trop travaillé. Grâce ı un artifice juridique, le vote l'une *"question préalable"*, il ı'y a pas eu de débat et le texte ›roposé par Philippe Séguin a :té adopté. Dans quelques ours, le 12 mai, en principe, il era examiné par les députés, et e gouvernement envisage de ecourir une fois de plus à l'arti-le *49-3* de la Constitution pour viter toute discussion et tout etard à ce sujet.

La procédure engagée depuis e mois de décembre suit donc on cours. Le 17 décembre, on 'en souvient, Mitterrand avait efusé de signer ce projet qui tait alors présenté sous forme l'ordonnance. Séguin avait lonc tenté une manœuvre en ncluant son texte sous forme l'amendement d'un projet de oi plus général sur diverses nesures d'ordre social. Mais le Conseil constitutionnel n'avait pas accepté. Et finalement le projet Séguin, avec trois mois et demi de retard, suivra la procédure normale, et expéditive quand même, puisque le passage devant les Chambres s'avère une simple formalité.

Le projet Séguin est un "projet scélérat". Il va permettre au patronat de disposer à sa guise de l'horaire de travail des salariés. Même si c'était bien souvent déjà le cas, ce sera maintenant dans la loi. Le prétexte officiel est qu'il va limiter le chômage. En fait il peut encore continuer à l'aggraver car avec une main-d'œuvre plus flexible on verra des patrons se dispenser de certaines embauches.

Il est même en partie illégal, en ce qui concerne le travail de nuit des femmes qui est contraire à une convention, signée par la France, auprès de l'Organisation internationale du travail.

Mais Séguin a pulvérisé cet argument en déclarant que le respect d'un traité international *"n'est pas un élément de la constitutionnalité des lois"* et que de toute façon la convention en question pouvait être *"suspendue"* lorsque surgissent des *"circonstances particulièrement graves"*. Les signataires de futurs traités avec la France sauront – mais ils doivent le savoir – quel prix le gouvernement français attache au respect de ses engagements...

En tout cas, il faut croire que pour le patronat les *"circonstances sont particulièrement graves"*. Séguin l'a dit, son texte est *"très attendu par les entreprises"*. Elles n'en peuvent plus d'attendre au point d'ailleurs qu'un grand nombre d'entre elles n'ont pas attendu le projet Séguin pour appliquer, par avance, en toute illégalité, un texte pas encore voté. Le gouvernement est en principe chargé de faire appliquer la loi. Mais cette fois, comme les patrons sont un peu en avance sur ladite loi, un des articles du projet Séguin prévoit que *"sont réputés signés à la date d'entrée en vigueur de la présente loi des stipulations des conventions et accords d'entreprise ou d'établissement conclus avant cette date qui sont conformes aux dispositions de la présente loi"*. Et voilà, le tour est joué !

Le Parti Communiste s'est opposé au projet Séguin, comme il s'était opposé au projet Delebarre en février 1986. Mais les socialistes, et Mitterrand, qui aujourd'hui se déclarent contre Séguin (sans trop se faire remarquer d'ailleurs, car ils n'ont pas fait d'intervention au Sénat, faute de s'être inscrits à temps !) sont quand même ceux qui ont les premiers introduit la flexibilité dans la loi. Ils l'ont fait, faut-il le rappeler, peu de temps avant les élections de mars 1986 qui allaient donner le pouvoir à la droite. Ils l'ont fait comme dernier geste en faveur des patrons, avant de s'en aller, à l'époque où Fabius admettait qu'il fallait se salir les mains.

Bien sûr Mitterrand et le PS estiment que la loi Séguin aggrave la loi Delebarre, ce qui est incontestable. Il n'en demeure pas moins que dans ce domaine, comme dans bien d'autres, c'est le gouvernement de gauche qui a commencé le "sale boulot" que la droite continue aujourd'hui.

ANDRÉ VICTOR

Les modalités du projet de loi

Il existe déjà une loi sur "l'aménagement du temps de travail" — autrement dit la "flexibilité" — c'est la loi Delebarre du 28 février 1986.

Le projet Séguin reprend et amplifie la loi existante et comprend deux parties, d'une part la flexibilité proprement dite, et d'autre part l'autorisation du travail de nuit et jours fériés pour les femmes.

En ce qui concerne le temps de travail, en principe les entreprises pourront moduler la durée, autour de 39 heures en moyenne par semaine, comme dans la loi Delebarre, mais l'horaire maximum pourra dépasser les 44 heures de la loi actuelle, en cas d'accord des pouvoirs publics (on imagine qu'ils ne refuseront pas). Les heures supplémentaires au-delà des 39 heures par semaine ne seront rémunérées qu'en fin d'année.

Jusqu'à présent, pour que la flexibilité s'applique, il fallait, en théorie, un accord avec les syndicats au niveau de la branche d'industrie, (ou de commerce, ou des services). Maintenant un accord au niveau de l'entreprise sera suffisant, et même au niveau de l'établissement. Autant dire que dans les petites et moyennes entreprises où il n'y a pas de syndicats, ou des syndicats très coopérants avec leur direction, l'accord en question ne sera qu'une simple formalité. Et d'ailleurs il suffira d'un seul syndicat...

C'est d'ailleurs sur cet aspect-là que les syndicats protestent le plus, même ceux qui trouvaient des justifications à la flexibilité, car ce genre d'accord risque de les laisser à côté des négociations...

La "modulation" doit avoir des compensations, mais le projet Séguin se garde d'imposer lesquelles, (actuellement la compensation légale c'est la réduction du temps de travail). Ce sera ce que voudront les signataires des accords, ici une réduction de la durée du travail, là une formation professionnelle, ailleurs sans doute des remerciements du patron, et encore, ce n'est même pas sûr qu'il dise merci...

Toutes ces dispositions s'appliqueront aux intérimaires et "contrats à durée déterminée".

En ce qui concerne le travail des femmes, le travail de nuit pourra avoir lieu *"dans les branches où les conditions économiques et sociales l'exigent"*. Autrement dit partout où le patronat le jugera nécessaire.

Par ailleurs les employeurs auront le droit de faire travailler des femmes 10 heures effectives par jour sans l'obligation, en vigueur jusqu'à présent, de prévoir des pauses d'une durée totale de une heure, et ils pourront également les faire travailler les jours fériés.

L'interdiction du travail de nuit des femmes datait, en France, de 1874...

LA CGCT PRIVATISÉE

Les bénéfices pour les patrons, les pertes pour le public

Qui de Siemens, d'ATT ou l'Ericsson va devenir le patron le la CGCT ? Aux dernières ıouvelles, il semblerait que ce loive être l'association Matra-Ericsson. Ce qui est sûr en tout as c'est que CGCT représente ıu moins 16% de la construcion de centraux téléphoniques PTT en France. Un marché garanti par l'Etat et en même emps, un joli petit pactole pour 'acquéreur.

Les salariés de CGCT savent, ux, déjà qu'avec Siemens ce era 250 emplois supprimés et 50 avec ATT. Seul le groupe Ericsson-Matra-Bouygues n'a as donné de chiffres précis. Mais ce n'est pas avec eux qu'il aura de l'embauche. C'est aranti comme le béton.

CGCT a compté, jusqu'en 976, 12 000 salariés. Il en reste aujourd'hui 2 500. Depuis 1978, chômage partiel, primes au départ, licenciements par pré-retraite, avec congé-conversion, projets de création d'entreprise, tout y est passé. Ces projets sont allés des plus fabuleux, avec des directeurs empochant des centaines de millions pour devenir patrons, aux moins pires pour ces ouvrières de l'usine de Longuenesse qui ont décidé d'élever leurs enfants ou de faire du tricot pour avoir une prime.

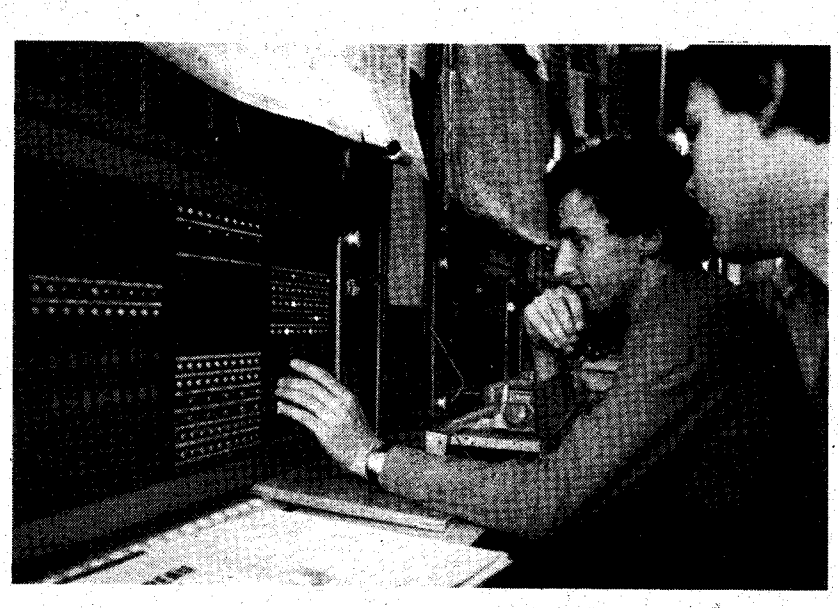
Cette filiale de l'ITT, CGCT, a été nationalisée en 1982 pour 215 millions de francs. Les dettes ont été, elles aussi, nationalisées. C'est l'Etat qui a comblé le trou financier laissé par le trust américain : plusieurs centaines de millions de francs.

C'est avec la nationalisation que les plans de licenciements, baptisés plans sociaux, ont commencé : 2 200 suppressions d'emplois de 1982 à 1986, sans compter le transfert de 1 800 salariés de la téléphonie privée passés sous le contrôle de Matra en 1985. Aujourd'hui il y a toujours un découvert bancaire de 300 millions de francs. 150 salariés licenciés et détachés aux PTT temporairement et ce fameux découvert ne font pas partie, comme dit la direction, du *"périmètre privatisable"*. Tout cela restera nationalisé.

Si c'est la moindre des choses à l'égard des 150 salariés, cela veut dire que l'Etat ne privatisera pas les pertes. Elles resteront à la charge du contribuable.

Ainsi à CGCT, l'Etat a nationalisé les pertes, il va privatiser les bénéfices. Les contribuables paieront mais aussi les travailleurs.

(Correspondand LO)



La CGCT: 16% de la construction de centraux téléphoniques en France, marché garanti par l'Etat (SIPA)

EATON (SAINT-NAZAIRE)

Un mouvement sur les salaires

Eaton est une entreprise de fabrication de boîtes de vitesses pour poids lourds, implantée à St-Nazaire depuis une dizaine d'années.

Il y a environ 480 salariés qui travaillent en 2x8, plus une équipe de nuit.

Début avril, ont commencé les négociations pour déterminer les augmentations de salaire pour l'année 1987.

Dans un premier temps, la direction a proposé hypocritement le chiffre fantaisiste de 2,4% sur l'année. Chiffre d'autant plus fantaisiste que la direction incluait dedans le montant de l'augmentation automatique due à l'ancienneté, mais aussi, 0,9% qu'elle estimait être un trop-perçu sur 1986 et qu'elle déduisait donc. De plus, une bonne partie de ces augmentations devaient se faire à la tête du client et non en général pour l'ensemble de l'usine.

A côté de cela, la direction envisageait l'intégration progressive d'une prime de rendement qui peut varier de 5 à 10% du salaire mensuel (320 F à 600 F) suivant le secteur de production. Mais cette prime était ramenée à un taux moyen fixé à 370 F par le patron. Ce qui ne manqua pas de provoquer un tollé dans l'usine. Car, si personne n'était contre l'intégration de cette prime de rendement, tout le monde voyait la volonté des patrons de rogner le salaire de tous.

Des ouvriers firent leurs comptes et trouvèrent qu'ils perdraient plus de 1000 F sur l'année... en guise de rallonge!

Dans l'usine, cela a parlé alors de débrayage. Lundi 30 mars, la ligne d'assemblage, secteur qui a la prime de rendement la plus forte, a débrayé spontanément, sans appel syndical, et mandaté un délégué CFDT pour qu'il intervienne.

Les jours suivants, plusieurs débrayages ont été organisés par l'intersyndicale CFDT et CGT (la CFDT est majoritaire). C'est l'objectif de 2,4% d'augmentation pour tous avec un minimum de 120 F qui a été voté lors d'une assemblée générale. Les débrayages ont été très suivis au niveau de la production. Lors d'un débrayage de la journée normale et du quart du matin, l'Assemblage a proposé de redébrayer avec le quart d'après-midi ; proposition votée en assemblée du matin.

Les discussions allaient bon train. Certains pensaient qu'il fallait faire plus qu'une heure par jour.

Les débrayages ont été suivis par 98% du personnel de production. Et les visites d'atelier et de bureaux se sont faites dans la bonne ambiance. La direction, inquiète, essayait de sonder par l'intermédiaire des chefs le degré de mécontentement.

Finalement, mardi 7 avril au matin, alors qu'un débrayage était annoncé pour 9 h, la direction a demandé aux syndicats d'annuler le débrayage avec en contre-partie une réunion avec de nouvelles propositions.

La direction proposait 1,2% pour tous en avril, 0,6% pour tous en octobre (avec une clause de sauvegarde si l'augmentation du coût de la vie est supérieure à 2% fin septembre), + 0,8% en promotions sur l'année.

La prime de rendement serait intégrée sur quatre ans, mais aux taux réels pratiqués dans les différents secteurs de l'usine.

Les délégués organisèrent un compte rendu de ces nouvelles propositions en assemblée, le responsable CFDT disant qu'à titre personnel, il ne pensait pas pouvoir obtenir plus... Un vote donna plus de 140 pour accepter et 57 pour continuer le mouvement, donc en fait une forte minorité.

Les travailleurs étaient regonflés d'avoir fait reculer les patrons par rapport aux salaires, et surtout de s'être sentis plus forts: *"Nous pourrons remettre cela en octobre"*.

Beaucoup pensent s'être fait respecter et cela peut être un gage pour l'avenir dans l'entreprise. Entreprise qui réalise des profits, qui vient de renouveler le parc des machines, mais qui justifie le maintien des bas salaires quand elle ne prétend pas les diminuer encore...

CFEM (COUËRON, PRÈS DE NANTES)

Grève avec occupation

La CFEM (Compagnie française d'entreprise métallique) est une entreprise de la métallurgie, filiale d'Usinor.

Il y a trois mois environ, les patrons ont entrepris de faire signer un nouveau contrat à chaque salarié, sous menace de licenciement, prévoyant la suppression de toutes les primes, entre autres le 13e mois ; la suppression de la pause casse-croûte ainsi que des avantages sociaux, et mettant en place la flexibilité qui se traduirait par des semaines de 44 heures quand la charge de travail est forte, les heures supplémentaires étant récupérables en période de sous-charge. Bref, il faudrait que les ouvriers travaillent au bon vouloir de la direction, sans être payés en heures supplémentaires.

Les salariés trouvèrent cela inacceptable et la CGT, seul syndicat de l'entreprise, retira les contrats non signés de chaque ouvrier et demanda à la direction une négociation.

Après pas mal d'entrevues et après avoir fait miroiter un petit recul, en payant les heures supplémentaires jusqu'à 42 heures les deux dernières restant à récupérer, les patrons ont annoncé lundi 13 avril qu'ils ne revenaient pas sur leur proposition.

C'était alors le coup de colère dans l'entreprise: tout le monde, sauf la maîtrise, débrayait et dès mardi commençait l'occupation dans la boîte.

Les patrons ont tenté d'impressionner les grévistes en envoyant un huissier, jeudi matin, sans succès ; la grève et l'occupation continuaient. Ils comptaient sans doute aussi sur le pourrissement mais à l'heure où nous écrivons, à la fin du long week-end de Pâques, les travailleurs sont toujours déterminés.

THOMSON-CSF DTE (VELIZY)

La direction nous augmente avec notre argent : les dessinateurs débrayent

Le TEG (Taux Effectif Garanti), à la Thomson DTE Vélizy, près de Paris, c'est comme le SMIC, c'est le taux minimum de la catégorie au-dessous duquel on ne doit pas être payé. Très bas chez les ouvriers, il est un peu plus élevé chez les dessinateurs et les techniciens, et évolue en principe selon l'indice des prix.

Les augmentations de salaire à la Thomson sont, elles, de plus en plus réduites : on a eu 4,5 % en 1984, 3,5 % en 1985, 2,3 % en 1986 et il n'est prévu que 1 % environ en juillet de cette année. Mais comme, le 1er janvier, le TEG a été réévalué de 3,5 %, les travailleurs payés juste au-dessus ont vu leur salaire de base passer sous ce taux minimum. La direction se devait donc d'augmenter leur salaire pour maintenir ce minimum garanti. C'est ce qu'elle fit... mais sous forme d'acompte sur le 13e mois, s'appuyant sur un accord signé il y a quelques années, avec certains syndicats, au niveau de la métallurgie.

Depuis le début de l'année, chez les dessinateurs et les techniciens plus particulièrement touchés par cette mesure, les discussions vont bon train, d'autant plus que c'est un des chevaux de bataille des deux syndicats de l'usine, la CGT et la CFDT.

Au mois de mars, les dessinateurs du bureau d'études formulèrent leur revendication : *"Pas de salaire inférieur au TEG"*, c'est-à-dire : *"Réajustement au TEG de tous les salaires inférieurs, avec effet rétroactif au 1er janvier, sans prendre sur le 13e mois et sans toucher au budget affecté aux augmentations de salaire 1987"*. Ils affirmaient que s'ils n'avaient pas de réponse positive au 1er avril, ils prendraient les décisions qui s'imposent.

Et effectivement, dès les premiers jours d'avril, le bureau d'études débrayait dans sa quasi-totalité (environ 30 personnes), et se posait le problème d'appeler toute l'usine à les rejoindre sur cette revendication. Ce qu'ils firent le lundi 6 au matin, distribuant un tract qu'ils avaient eux-mêmes rédigé.

Nous étions environ 80 à ce débrayage (sur 1.400 personnes). Les dessinateurs nous apprirent d'abord que, dans certains services, les chefs avaient, dès la fin de la semaine précédente, convoqué individuellement la plupart des travailleurs payés en-dessous du TEG, pour leur dire qu'ils allaient être réajustés avec effet rétroactif au 1er janvier ! Ils nous proposèrent ensuite d'engager un mouvement de débrayages quotidiens pour exiger que tous soient réajustés et que la direction s'engage à ce que le problème ne se repose plus à l'avenir. Il y eut quelques interventions pour affirmer que le problème de fond était en fait le retard des salaires et qu'il vaudrait mieux mettre en avant une augmentation des salaires. Mais les dessinateurs sont restés attachés à leur revendication première, et décidèrent trois débrayages d'une demi-heure chaque jour pour aller discuter et faire signer une pétition auprès de tous les travailleurs du centre.

Toute la semaine, dans une bonne ambiance, nous étions entre 30 et 40 à sillonner l'usine. L'accueil dans les services fut toujours chaleureux, parfois comique quand nous interpellions un caïd qui devenait muet à notre question : *"Que pensez-vous du problème des petits salaires" ?*

Dans ces différents débrayages, la présence des militants syndicaux CGT et CFDT était symbolique ; les responsables syndicaux traînaient les pieds, comme c'est toujours le cas dans un mouvement qu'ils ne contrôlent pas et où ils ne prennent pas les décisions.

Plus de 800 signatures figuraient sur la pétition à la fin de la semaine. Certes, ceux qui signaient n'ont pas rejoint le mouvement, d'autant plus que la revendication ne les touchait pas dans l'immédiat (chez les ouvriers, par exemple, le TEG est tellement bas que personne n'est payé en-dessous !). Mais la discussion sur le problème des augmentations de salaire et la nécessité de se battre a montré que c'était bien le problème numéro un pour tous.

Correspondant LO

ALSTHOM (SAINT-NAZAIRE)

Mort pour les profits

Jeudi 16 avril, un accident mortel, s'est produit aux chantiers navals Alsthom de Saint-Nazaire. L'émotion était grande. Surtout à l'atelier 36 où s'est produit l'accident. Tout l'atelier a débrayé immédiatement tout l'après-midi. Les travailleurs rendaient responsable la direction de l'accident. *"Du pognon il y en a, mais jamais pour nous et pas pour notre sécurité".* **Et encore:** *"Il faudrait tout faire, les bateaux sont à peine commandés qu'il faudrait qu'ils soient finis."*

Le directeur, hypocrite, a fait afficher une note de service qui nous annonçait qu'il allait faire sonner la sirène durant le dépôt de gerbe. L'après-midi même, il a fait savoir aux organisations syndicales qu'il paierait la demi-heure de débrayage de l'ensemble du chantier du vendredi matin.

Mais s'il croit laver sa conscience ainsi, il se trompe. Au contraire. Ses gestes aussi futiles qu'inutiles ne nous font pas oublier que c'est lui le responsable de la mort de notre camarade.

Voici le texte du tract distribué le vendredi matin par les militants de Lutte Ouvrière.

"Hier jeudi, au 36, peu avant la fin de son quart du matin, un de nos copains est mort écrasé par la charge qu'il manipulait. Ce camarade était charpentier de métier mais, par souci de rentabilité, la direction lui faisait faire un travail d'élingueur. Il est tellement plus profitable d'avoir des ouvriers bons à tout faire que d'embaucher en fonction des besoins.

Mais hier, ces criminelles exigences de polyvalence et de rentabilité de la direction ont conduit l'un d'entre nous à la mort. Ces risques qu'elle nous fait courir, la direction en est consciente puisque les statistiques évoquées hier soir à la télévision régionale par la CGT font état d'une augmentation de 25 % du taux de fréquence des accidents depuis deux ans. Pour la direction, le progrès technique, ça consiste à travailler de plus en plus vite dans n'importe quelle condition, pas à améliorer nos conditions de travail.

Bien sûr, tout cela n'est pas fait en pure perte. Si nos salaires stagnent et si nous courons davantage de risques, pour les actionnaires, tout va bien. Ça va même de mieux en mieux. Le plus gros paquebot du monde aujourd'hui, le plus gros car-ferry demain, pour eux ça veut dire des bénéfices toujours plus gros. Pour nous, les seules choses qui grossissent, ce sont les dangers, la pagaille, l'entassement, la fatigue; mais pas la paye. C'est travailler toujours plus vite, toujours plus longtemps, jusqu'à l'extrême limite de la journée, jusqu'à l'accident et, hier, jusqu'à en mourir.

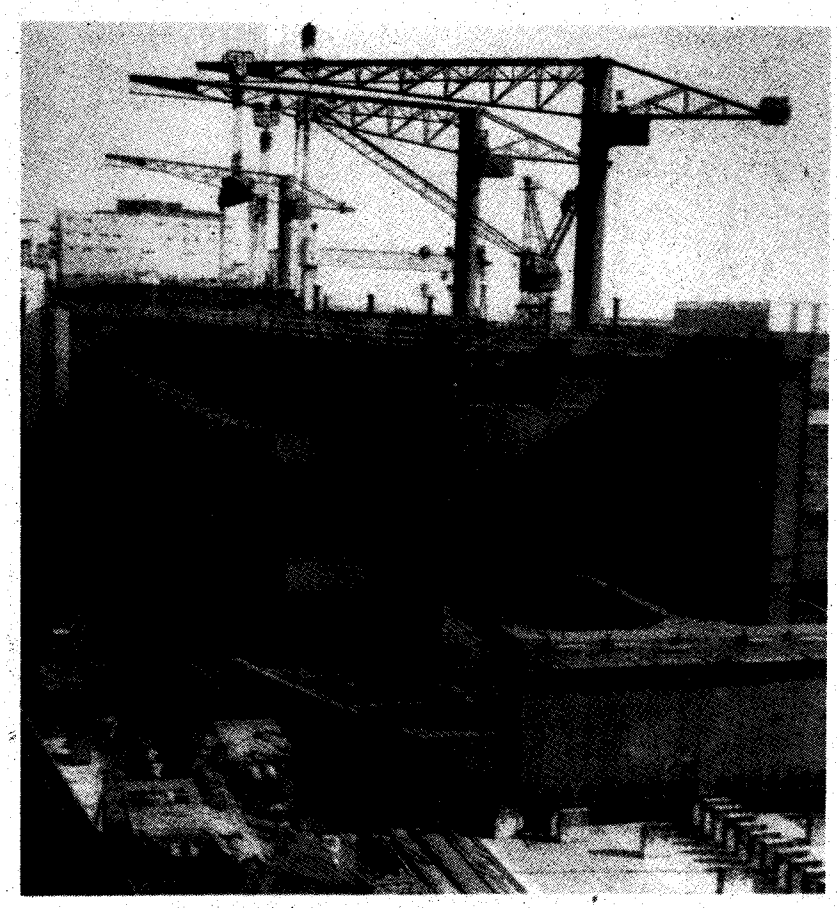
La direction aura quelques paroles de condoléances, mais de notre vie elle s'en moque. Son objectif ouvert, affiché, cynique, c'est 40 % d'augmentation de la productivité. Et pas en modernisant, pas en investissant, mais en nous faisant travailler encore plus vite, en nous faisant prendre encore plus de risques. De l'argent, elle en a, mais pas pour notre sécurité.

Ce matin, nous allons manifester notre douleur par un dépôt de gerbe à l'endroit où notre camarade est mort. C'est le moins que nous puissions faire à son égard. Mais nous devons plus à sa mémoire. Il est mort parce que les hommes qui nous dirigent ne sont préoccupés que du profit qu'ils peuvent tirer de nous au prix de notre sueur, de notre santé et même de notre sang. Nous ne devons plus accepter cela. Nous ne pouvons plus accepter la détérioration de nos conditions de travail. Nous devons faire en sorte que la mort de notre camarade marque la fin de cette situation. Si nous sommes capables de faire cela, de relever la tête, de nous organiser pour refuser collectivement les boulots dangereux, les tâches pour lesquelles nous ne sommes pas formés, le travail toujours plus vite et toujours plus dangereux, alors nous aurons fait mieux que manifester notre douleur.

Pour nous, comme pour les générations qui sont appelées à nous succéder, nous aurons contribué à ce que de tels crimes ne puissent plus avoir lieu.

Saint-Nazaire, le 17 avril 1987.

LUTTE OUVRIERE"



ALSTHOM (BELFORT)

Au foyer, les résidents s'organisent

Au Pavillon III des foyers de célibataires de l'Alsthom-Belfort, à Cravanche, les problèmes s'accumulaient. Des chambres particulièrement délabrées voyaient leur plafond tomber en ruine, les douches moisissaient d'humidité, les plaques chauffantes des cuisines tombaient toutes en panne les unes après les autres, etc.

Une première réunion était convoquée : il y avait 18 présents sur 30 locataires, un cahier de revendications fut élaboré et un Comité de résidents fut élu.

A une deuxième réunion, le cahier de revendications était voté et une délégation de 5 locataires était élue pour le déposer à la direction de l'entreprise. Cette délégation comportait des étudiants de l'IUT, car environ un tiers des chambres est occupé par eux.

A cette délégation, le jeudi 2 avril, le représentant de la direction s'engagea... à mettre à l'étude les problèmes.

Mais, depuis, contrairement aux précédentes pétitions qui avaient déjà été faites dans le passé, on a vu des choses changer. Dès le lundi 6 avril, des entreprises sont venues prendre des mesures pour refaire les douches. Les plaques de cuisine sont réparées et d'autres sont installées. On a même vu arriver un téléviseur couleurs multistandard, refusé précédemment par la direction. On nous promet de refaire des chambres et d'aménager une salle de réunion.

Pour l'instant, il semble donc que notre action commence à porter ses fruits. Raison de plus pour la poursuivre.

Correspondant LO

HÔPITAL SAINTE-ANNE (PARIS)

Le Comité pour la vérité sur la mort de Viviane rencontre de nombreux soutiens

A force d'interroger les gens dans les trains, de distribuer des tracts et de coller des affichettes dans les gares, ceux du Comité ont pu retrouver quelques personnes qui se trouvaient dans le train ou sur le quai, le 23 mars dernier, lors du drame qui a coûté la vie à Viviane Borderie (*LO* n° 983 et n° 984). Ce qu'ils ont vu et entendu confirme les dires des premiers témoins, déjà enregistrés par la police.

Viviane Borderie s'est levée de sa place, alarmée par les éclats de voix venus du compartiment d'à côté, où des contrôleurs malmenaient une jeune femme zaïroise. D'après plusieurs personnes, l'altercation qui a ensuite opposé les contrôleurs aux deux femmes a été violente. Un monsieur qui voulait intervenir n'a pas pu parce qu'un contrôleur avait fermé la porte de séparation à clé et que l'un des contrôleurs se serait même adossé à la vitre, cachant aux voyageurs ce qui se passait derrière. En gare d'Evry-Courcouronnes, alors que le train repartait, Viviane Borderie a été déséquilibrée vers le marche-pied, dos au quai, et c'est à ce moment qu'un des contrôleurs l'a poussée.

Parmi les voyageurs contactés par le comité, mais qui n'ont rien vu, beaucoup se montrent très touchés et alarmés par ce qui s'est passé. Certains manifestent leur soutien en téléphonant ou en écrivant au comité, en envoyant de l'argent et même quelques-uns en venant aider à distribuer des tracts.

A l'intérieur de l'hôpital Sainte-Anne, où Viviane Borderie était infirmière depuis treize ans, le soutien au comité s'est élargi aussi. Une fois par semaine, des assemblées d'information ont réuni chaque fois entre 50 et plus de 100 personnes. Maintenant, la majorité du personnel est convaincue que Viviane Borderie n'est pas morte d'un simple accident, et que les accusations du Comité contre la SNCF et les contrôleurs impliqués sont fondées. A travers l'hôpital, l'incrédulité a fait place à l'indignation. Une pétition affirmant un soutien aux activités du comité a déjà recueilli près de 900 signatures parmi le personnel. Et des collectes ont recueilli plus de 4.000 F pour financer les tracts et autres dépenses du Comité.

De leur côté, la justice et la police n'ont pas encore bougé. Comme le disait une personne du comité à propos des affiches d'appel à témoins qu'elle collait sur les murs d'une gare : *"Qu'ils ne viennent pas nous dire que c'est interdit, ce que nous sommes en train de faire, c'est le travail que la police et la justice sont censées faire".*

Mais pour les proches de Viviane Borderie, il est hors de question que ce meurtre puisse se solder par un non-lieu. Le Comité est bien décidé à suivre de près la suite de l'affaire et à pousser et à relancer la machine judiciaire aussi longtemps qu'il le faudra.

Le comité peut être contacté en téléphonant de 14 h à 16 h au 45.65.84.72, ou en écrivant au Service de Chirurgie Hôpital Sainte-Anne, 1, rue Cabanis, 75674 PARIS CEDEX 14.

Correspondant LO

PENTECÔTE 1987

6, 7 et 8 juin

Vive la fête !

ils seront des nôtres

Nous ne sommes pas en mesure d'annoncer dès maintenant l'ensemble de notre programme artistique. Mais nous pouvons dès aujourd'hui confirmer la participation de plusieurs artistes, chanteurs, troupes, orchestres qui animeront la fête.

Samedi

ANNA PRUCNAL
MORY KONTE
(aux environs de 20 h)

Dimanche

PIERRE VASSILIU
ALEX METAYER

Lundi

ALAIN LA MONTAGNE
(chants et contes du Québec)
KARIM KACEL

Mory Konte

Alex Metayer

Gruppo Teatro Laboratorio Di Verona

Karim Kacel

Par ailleurs les comédiens du **Grupo Teatro Laboratorio Di Verona,** qui l'an dernier ont donné plusieurs représentations ou animations de Commedia dell'Arte, viendront nous présenter cette fois leur tout nouveau spectacle. Du rire et de la bonne humeur en perspective...

Enfin, nous pouvons aussi compter sur l'humour et l'entrain du clown **Kergrist**, du **Cirkub'u**, sur la fougue de **Import Export**, de **Sharon Evans**, et sur le talent de bien d'autres.

C'est dans six semaines maintenant, que se déroulera la fête de LUTTE OUVRIERE à PRESLES dans le Val-d'Oise.

Notre fête, qui est devenue un vaste rassemblement politique de l'extrême-gauche, réunira encore cette année, nous le savons déjà, des dizaines de milliers de militants, de sympathisants, d'amis de notre mouvement, c'est-à-dire des dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes qui montrent ainsi que les idées révolutionnaires, les idéaux communistes sont bien vivants.

Pour tous ceux qui aiment les débats, les confrontations il y aura des forums de discussions. Des groupes politiques se réclamant ou non du trotskysme exposeront dans des stands leurs publications. Des personnalités viendront exposer leurs positions sur des sujets politiques ou sociaux. Des écrivains présenteront leurs ouvrages. Et comme chaque année, une place de choix sera faite aux expositions scientifiques dans un chapiteau spécialement aménagé.

Et, bien sûr, la fête battra son plein sur le podium central, au Théâtre, à la Cité du Jazz, à la guinguette, dans les allées et sur les places.

Alors n'hésitez plus: la carte achetée à l'avance auprès de nos militants, des vendeurs du journal est de 35 F et donne droit à tous les spectacles, les bals, les cinémas.

Et si vous n'avez pas de militants de Lutte Ouvrière dans votre entourage, écrivez-nous en adressant votre chèque à Lutte Ouvrière CCP N° 3117586 W — La Source.

A NOS LECTEURS ET AMIS DE PROVINCE.

PRESLES, c'est loin ?

Pas vraiment. En tout cas, ne vous laissez pas arrêter par la distance et renseignez-vous auprès de nos camarades de votre région qui organisent depuis plusieurs villes des transports collectifs pour la fête.

ET PENDANT LES TROIS JOURS DU CINÉMA NON STOP

films

"Les mois d'avril sont meurtriers"

de Laurent Heynemann et Bertrand Tavernier avec Jean-Pierre Marielle

Adapté d'un roman de Robin Cook, paru dans la Série Noire, *Les mois d'avril sont meurtriers* montre l'affrontement entre un inspecteur, interprété par Jean-Pierre Marielle et un assassin maniaque, joué par Jean-Pierre Bisson.

Après qu'on a eu découvert un cadavre, bouilli et découpé en morceaux proprement rangés dans des sacs plastiques, l'inspecteur fait ses déductions, donne quelques indications à l'archiviste de la police et voici trois suspects. Une nuit de cogitation pour choisir le coupable et le film commence vraiment...

Voilà une enquête rondement menée. Reste à savoir si le suspect n°1 avouera son crime. L'inspecteur harcèle cet ancien militaire qui a fait la guerre d'Algérie et espère le faire craquer. Mais celui-ci a un atout maître dans sa manche...

Vaincre dans ce duel avec le tueur maniaque, est pour l'inspecteur affaire de conscience, tout à la fois professionnelle et personnelle. Il a trouvé, en effet, dans son métier un refuge à l'échec de sa vie familiale: sa femme, dans un geste de démence, a poussé sa fille sous un bus.

Au passage, le film égratigne la circulaire Pasqua contre le terrorisme, ou laisse entendre que les milieux politiciens sont corrompus, mais, les auteurs se sont surtout intéressés à l'affrontement psychologique entre les deux hommes.

Tout cela est plutôt conventionnel. A voir à la rigueur pour le numéro d'acteur de Jean-Pierre Marielle.

Jacques FONTENOY

sélection ciné

Dans les salles parisiennes

LE NOM DE LA ROSE
de Jean-Jacques Annaud

Une fable policière dans une sombre abbaye du nord de l'Italie, au 14e siècle. L'Eglise en prend largement pour son grade et Sean Connery, en père franciscain, campe un "Sherlock Holmes" impressionnant.
Forum Orient 1er (vo), Mercury 8e (vo), Français 9e, Montparnos 14e.

ROSA LUXEMBURG
de Margarethe Von Trotta

La vie d'une des plus grandes figures du socialisme international, l'une des rares à être restée fidèle à l'internationalisme prolétarien lors de la Première Guerre mondiale.
Cinoches 6e (vo) à 13 h.

HENRY V
de Laurence Olivier

La pièce de Shakespeare qui raconte l'histoire de ce roi anglais qui infligea à la chevalerie française la monumentale débâcle d'Azincourt.
Panthéon 5e (vo).

WELCOME IN VIENNA
d'Axel Corti

Retour à Vienne en 1945. Les lendemains de la guerre ne chantent pas. La réalité est dure, sinon sordide.
Les 7 parnassiens 14e, à 14 h 30 seulement.

LES ENFANTS DU SILENCE
de Randa Haines

Les relations difficiles et tendres qui s'établissent entre un jeune professeur pour sourds, combattant pour que les adolescents dont il s'occupe arrivent à parler et à s'intégrer à part entière au monde des "normaux", et une jolie, énergique sourde-muette, qui veut, elle, que les entendants apprennent son langage à elle et la respectent.
Gaumont 1er, Gaumont 2, Hautefeuille 6e, Publicis 6e, La Pagode 7e, Gaumont 8e, Gaumont 14e, Mayfair 16e, Maxeville 9e, Paramount 9e, Nation 12e, Fauvette 13e, Alésia 14e, Miramar 14e, Convention 15e, Maillot 17e, Clichy Pathé 18e.

PLATOON
de Oliver Stone

1967-1968. Au travers de la vie quotidienne d'un engagé volontaire au Vietnam, l'horreur de cette guerre que les USA menèrent et perdirent — pour essayer de maintenir leur domination sur l'Asie du Sud-Est. Ce film montre la dégradation des hommes qui ont participé aux massacres et aux tortures.
Forum Horizon 1er, Hautefeuille 6e, George V 8e, Marignan 8e, Français 9e, Maxeville 9e, 14 Juillet 11e, Nation 12e, Fauvette 13e, Galaxie 13e, Mistral 14e, Pathé 14e, 3 Parnassiens 14e, Kinopanorama 15e, 14 Juillet 15e, UGC 15e, Maillot 17e, Wepler 18e.

L'AUTRE MOITIE DU CIEL
de Manuel Gutierrez Aragon

La vie d'un petit village en Espagne, à la fin des années 1950. Puis, Rosa part pour la capitale, Madrid, où, après nombre de difficultés, elle connaîtra l'ascension sociale en tenant un restaurant à la mode. Son itinéraire nous permet de connaître différents milieux sociaux des années 1950 à la fin du franquisme.
Latina 4e, Parnasse 14e.

lires

"Loin de Jérusalem"

d'Ibrahim Souss

Dans ce court petit livre, Ibrahim Souss, le représentant de l'OLP à Paris, expose sous forme romancée sa manière de voir les origines du conflit israélo-palestinien. L'intérêt de *Loin de Jérusalem* est de constituer un résumé succinct de l'histoire de la Palestine avant la création d'Israël: la façon dont la Grande-Bretagne, pour garder sa mainmise sur la Palestine, en fit *"une terre deux fois promise"*, à la fois aux Arabes et aux Juifs, et se servit des deux communautés en les dressant l'une contre l'autre; le fait qu'il existait des Juifs et des Arabes qui voulurent continuer à vivre côte à côte en bonne intelligence; la vague de grandes grèves arabes en Palestine en 1936 et la façon dont les sionistes, banquiers colons et syndicats juifs, aidèrent les Anglais à mater les Arabes pour renforcer leurs propres positions; la montée dans ce contexte du nationalisme arabe: tout cela est évoqué de façon simple et souvent émouvante. En effet, Ibrahim Souss part de la sympathie qu'éprouvaient l'une pour l'autre deux familles de boutiquiers, l'une arabe et l'autre juive, et de l'amour qui liait — dans le roman — le narrateur, un des fils de la famille arabe, à une des filles de la famille juive...

Seulement, d'après Ibrahim Souss, tout semble se résumer au fait que les bons Juifs se sont laissé faire par les sionistes qui ont chassé les Palestiniens. Les grandes puissances ont aidé les Juifs. Alors, il n'y a pas d'autre solution pour les Palestiniens que la lutte armée, suggère le narrateur héros du roman, un intellectuel pacifique, palestinien émigré au Liban, qu'on nous montre en 1966 racontant son histoire en regardant Jérusalem...

Ibrahim Souss est sans doute représentatif de ces intellectuels palestiniens nationalistes qui ont rejoint les rangs de l'OLP qui, personnellement, parce qu'ils sont cultivés, parce qu'ils ont fait leurs études en Europe — pour Ibrahim Souss en France et en Grande-Bretagne — ne sont pas racistes, rêvent même d'une coexistence entre Arabes et Juifs, et préféreraient sans doute des solutions négociées et pacifiques avec Israël pour régler le problème palestinien en créant un Etat palestinien...

Seulement, il n'a rien d'autre à proposer que ce que propose l'OLP, dont il est, rappelons-le, l'un des représentants officiels: c'est-à-dire d'opposer au nationalisme sioniste, le nationalisme palestinien. Son nationalisme l'amène à se taire sur bien des choses. C'est ainsi qu'il "oublie" d'expliquer que la création d'Israël ne fut rendue possible que parce qu'une des pires barbaries de l'Europe en guerre, les camps nazis, amenèrent des centaines de milliers de Juifs à considérer que leur seul refuge était la création d'un Etat juif. Cela n'aide pas le lecteur ne connaissant pas la période à comprendre ce qui s'est passé en 1947-1948.

Et surtout, l'auteur ne dit évidemment rien des responsabilités des Etats et des bourgeoisies arabes dans le sort qu'ont connu les Palestiniens; ni rien, bien sûr, des responsabilités des directions que les Palestiniens se sont données, dans la situation tragique des Palestiniens aujourd'hui...

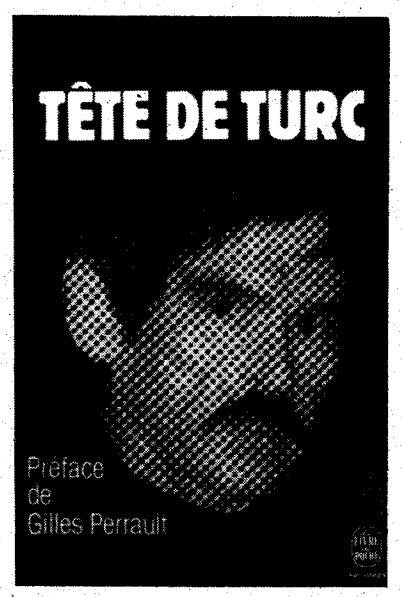
Evidemment, le récit couvre essentiellement la période 1928-1938, et les années 1947-1948, ce qui a permis à l'auteur d'éviter certains problèmes épineux...

Et malheureusement, tout laisse à penser que, tout intellectuel éclairé qu'il soit, Ibrahim Souss, en temps que dirigeant de l'OLP, contribua et contribuera à exacerber le nationalisme palestinien contre le nationalisme israélien, y compris jusqu'à en faire un sentiment anti-juif, au service de la politique de l'OLP. La seule voie qui ouvrirait, pour les Israéliens et les Palestiniens, la perspective de vivre un jour en paix côte à côte passe par la lutte contre la politique de leurs dirigeants respectifs. Cela, Ibrahim Souss le dit aux Israéliens... mais surtout pas aux Palestiniens!

S.F.

Loin de Jérusalem *d'Ibrahim Souss Ed. Liana Lévi. 182 pages, 89 F.*

réédition en Livre de poche



En se transformant en ouvrier immigré turc, le journaliste allemand Günter Wallraff, spécialiste des reportages "vus de l'intérieur", voulait découvrir ce que vivaient quotidiennement les travailleurs les plus exploités de l'Allemagne fédérale. Il reconnaît dans sa préface que ce qu'il a vécu là a dépassé toutes ses attentes, *"en pire"*.

C'est ce témoignage, déjà célèbre par sa première édition, qui paraît maintenant dans le Livre de poche.

Wallraff y raconte comment les travailleurs turcs effectuent les travaux les plus durs et les plus dangereux sans bénéficier d'aucune des conditions de sécurité légales. Loués par des entreprises de main-d'œuvre temporaire aux grands patrons de l'industrie allemande comme Thyssen, ils se brûlent les poumons en nettoyant des ateliers pleins de poussières de plomb et de fer; ils servent de "cobayes" pour tester des produits pharmaceutiques, ils nettoient les centrales nucléaires, recevant en quelques heures le maximum d'irradiation tolérée en une année, avant d'être renvoyés chez eux, ce qui évite aux patrons de connaître les suites...

Ce témoignage a les limites du genre: c'est un mélange de scoops journalistiques et d'odyssée personnelle. On y voit très bien ce que ressent Wallraff, devenu Ali le Turc, beaucoup moins ce que ressentent et pensent les Turcs eux-mêmes auxquels il donne peu la parole.

Cela étant, il apporte un certain nombre d'informations précises sur les pratiques des patrons d'Allemagne fédérale (mais les autres leur ressemblent...), qui ont d'ailleurs valu à Wallraff plusieurs procès. Thyssen, le magnat de la sidérurgie, a réussi à faire supprimer deux passages du livre mais s'est senti obligé de dénoncer ses contrats avec les entreprises intérimaires, espérant ainsi se blanchir: une façon de confirmer l'existence du scandale dénoncé par Wallraff.

Sylvie MARECHAL

Tête de Turc *de Günter Wallraff Livre de poche n° 6326 — 24,70 F.*

"Le royaume juif"

de Lamed Shapiro

Le royaume juif est un recueil de nouvelles ayant pour thème les pogromes qui furent perpétrés contre les communautés juives d'Ukraine au début de ce siècle. On lançait les paysans du coin, quand ce n'était pas carrément la troupe, contre les quartiers juifs. Tabassages, meurtres, viols, pillages, tout était permis. La troupe tirait sur les Juifs qui essayaient de riposter.

L'auteur, Lamed Shapiro, né en 1878 en Ukraine, avait choisi, comme un certain nombre d'écrivains juifs russes et polonais de son temps, d'écrire en yiddish, cette langue parlée par les Juifs d'Europe centrale et orientale.

Dans le contexte de l'oppression des Juifs dans l'empire tsariste, c'était une des manifestations de la résistance à cette oppression ; mais c'était aussi un choix nationaliste qui limitait leur public.

Shapiro avait déjà émigré aux Etats-Unis quand il publia en 1910, en yiddish toujours, un premier recueil de nouvelles après les pogromes qui se déroulèrent dans les années 1903 et 1906. 1905 et 1906 furent, pour l'empire tsariste, les années de la défaite dans sa guerre contre le Japon, puis de la révolution ouvrière et paysanne. Les pogromes furent organisés par les autorités militaires pour servir d'exutoire aux troupes défaites et décimées, puis, en octobre 1905, par le parti réactionnaire des Cent Noirs dans le cadre des centaines de manifestations contre-révolutionnaires qui eurent alors lieu.

Le royaume juif regroupe aussi des nouvelles tirées d'un deuxième recueil que Shapiro publia, en 1919, pendant la nouvelle flambée de pogromes qui se déroulait en Ukraine. Les Bolchéviks venaient d'être chassés d'Ukraine, et les Juifs étaient accusés d'avoir pactisé avec eux...

L'auteur n'a pas vécu ces pogromes. On les lui a décrits. Les nouvelles qu'il leur a consacrées ne sont pas des récits. Elles nous font pénétrer dans un monde de violence et d'horreur, par le biais de descriptions à la fois terribles et grotesques. Mais surtout, elles s'attachent à montrer, au milieu de cette pagaille, le cheminement psychologique des victimes... et des bourreaux.

La halla (brioche) blanche montre comment un gosse pauvre russe, devenu soldat du tsar, est amené à "se venger" sur les Juifs de sa vie de misère et de souffrances.

Les autres nouvelles montrent des Juifs qui entraînent leurs bourreaux dans la mort, comme dans *Le baiser ;* d'autres qui deviennent eux-mêmes des bourreaux, comme dans *La croix ;* ou la déportation de toute une bourgade juive *(Le royaume juif).* Elles montrent des Juifs qui se rebellent. Et ceux qui font le choix de mourir — ou de tuer — le font au nom d'une certaine idée de la dignité humaine et non pour obéir à on ne sait quelle loi divine...

Cette vision allait à l'encontre de l'image de Juifs présentés comme des victimes passives : *"Je n'ai jamais pu oublier non plus ce Juif de Kichinev qui, rescapé du pogrome, s'enfuit aux Etats-Unis pour participer à un pogrome contre des Noirs à Springfield, Illinois",* écrivait Shapiro en 1945. Pas plus qu'il ne pouvait oublier que des "bandits juifs" avaient participé aux pogromes de 1919-1920 : *"Nous ne sommes pas que des victimes innocentes".*

Shapiro est mort en 1948. Ses nouvelles sont traduites pour la première fois en français, et elles n'ont pas vieilli.

Sylvie FRIEDMAN

Le royaume juif *de Lamed Shapiro, Editions du Seuil. Collection Domaine Yiddish 182 pages, 79 F.*

"Sur la même ligne d'horizon"

de Zang Xinxin

Sur la même ligne d'horizon raconte l'histoire d'un couple qui divorce, dans la Chine d'aujourd'hui. Elle, parce qu'elle veut poursuivre des études cinématographiques auxquelles elle a dû renoncer en se mariant. Lui, parce que son mariage lui ayant permis de venir à Pékin, il n'a de cesse depuis de se faire un nom et une carrière comme artiste peintre.

L'essentiel du roman est constitué du récit de leurs sentiments respectifs. L'éditeur nous apprend que le roman a eu du succès en Chine. Il est vrai que les romans où les héros font passer leurs préoccupations sentimentales et personnelles avant tout autre considération sont un genre nouveau en Chine.

Pour le lecteur français, les romans chinois contemporains, encore peu nombreux à être traduits, ont encore le charme de l'exotisme... Mais au fond, sous des formes différentes, les problèmes de ces petits étudiants, aux dents longues et à l'horizon borné, sont bien semblables à ceux qui préoccupent les petits-bourgeois bien de chez nous... et, dans ce roman du moins, tout aussi peu intéressants.

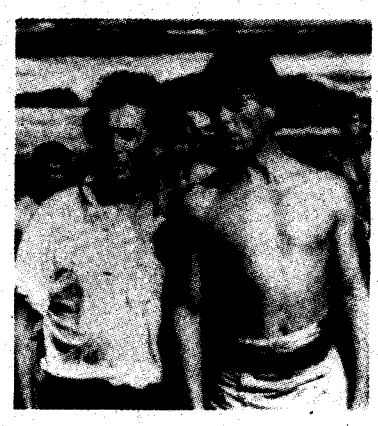
A.J.

Sur la même ligne d'horizon *de Zang Xinxin, Actes Sud (Fleuve Bleu), 180 pages, 79 F.*

Sélection télé

Samedi 25 avril

20 h 30. La 5. Shaka zulu : troisième épisode de ce feuilleton américain qui raconte l'histoire d'un roi zoulou en Afrique du Sud au 19ème siècle.



20 h 35. TF1. Série noire: Sa majesté le flic (Rediffusion). Un téléfilm qui véhicule tous les poncifs du genre polar, mais qui se laisse voir, paraît-il, si on le prend au second degré.

21 h 55. A2. Les rois maudits. (Rediffusion). Troisième épisode, d'après le roman de Maurice Druon: le règne de Louis X le Hutin qui finit empoisonné en 1316. Un très bon feuilleton...

22 h 00. TF1. Droit de réponse. A quoi servent les écoles militaires? Avec deux professeurs récemment renvoyés du lycée militaire d'Aix-en-Provence, Henri Noguère et un certain nombre de galonnés.

23 h 45. A2. Les enfants du rock. Cette émission, malheureusement programmée très tard, ne devrait pas seulement intéresser les amateurs de rock. Interviewé en Afrique du Sud par Renaud, Johnny Clegg, un blanc anti-apartheid, raconte comment il a créé le groupe Savuka, mélange de races et de rythmes. Ce reportage a été tourné quasi-clandestinement.

Dimanche 26 avril

20 h 30. TF1. 100 000 dollars au soleil, film d'Henri Verneuil (1963), avec Jean-Paul Belmondo et Lino Ventura. Un film d'aventure bien ficelé et bien interprété.

21 h 25. L'homme et la musique, une émission de Yehudi Menuhin. Ce soir, les grands compositeurs: Vivaldi, Bach, Mozart, Haydn, Beethoven, Schubert.

22 h 45. FR3. Cinéma de minuit: Un homme perdu. Film allemand de Peter Lorre (1951). Peu de temps après la Deuxième Guerre mondiale, des médecins allemands sont tiraillés par le souvenir de leur attitude pendant la guerre.

Lundi 27 avril

14 h. FR3. Ce merveilleux automne. Film de Mauro Bolognini, avec Gina Lollobrigida. Un adolescent s'éprend d'une femme plus âgée que lui. Un amour scandaleux au cœur de la traditionnelle Sicile.

20 h 35. TF1. L'avenir du futur. Paradis pour tous, un film d'Alain Jessua, avec Patrik Dewaere et Fany Conttençon. Le stress et l'angoisse chassés par les tranquillisants.

22 h 45. A2. Le corps vivant. Série documentaire. **L'eau source de vie.**

Mardi 28 avril

20 h 30. A2. Mardi cinéma. Nous irons tous au paradis. Suite de **Un éléphant, ça trompe énormément.** On retrouve avec plaisir Jean Rochefort, Claude Brasseur, Guy Bedos et Victor Lanoux dans une comédie bien enlevée.

20 h 30. M6. Les joueurs d'échecs. Film indien de Satyajit Ray. Au milieu du 19ème siècle, en Inde, deux aristocrates musulmans se livrent à d'interminables parties d'échecs alors que le colonisateur anglais affirme ses ambitions. Une fable historique aux reconstitutions impressionnantes.

23 h 20. TF1. Les sciences et la vie. Un magazine scientifique de Joël de Rosnay. **L'alimentation.**

Mercredi 29 avril

22 h. TF1. Points chauds: l'URSS. Magazine d'information présenté par Alain Denvers. Des interviews de Soviétiques, des commentaires de spécialistes, comme Hélène Carrère d'Encausse, Michel Tatu ou Victor Afanassiev qui s'interrogent sur "La révolution dans la révolution", une émission à découvrir avec intérêt et... circonspection.

Jeudi 30 avril

20 h 30. A2. Drôle d'embrouille, un film de Colin Higgins. Une comédie pleine de rebondissements.

20 h 30. M6. La bande à Bonnot, un film de Philippe Fourastier, avec Bruno Cremer, Jacques Brel et Annie Girardot. Une reconstitution historique du Paris de l'avant-guerre... de 1914, qui prend pour thème les agissements du groupe anarchiste qui progressivement glissera vers le banditisme.

20 h 35. FR3. Hommage à Jean L'Hote. Les confessions d'un enfant de cœur, un téléfilm écrit et réalisé par Jean L'Hote avec Maurice Biraud. Une histoire d'enfants dans une petite ville de Lorraine.

21 h. TF1. Infovisions Magazine d'Alain Denvers, avec au programme: RFA: sur les traces des Panthères grises; scandale à la Maison Blanche; Nicaragua: force et faiblesse de la Contra.

22 h 25. A2. Résistances, magazine des droits de l'Homme, présenté par Noël Mamère: le droit à la santé (le surpouvoir médical, les cobayes humains au Brésil, les programmes de vaccinations en Afrique, la surveillance des femmes enceintes en Roumanie).

Vendredi 1er mai

22 h 30. M6. Orphée, film de Jean Cocteau avec Maria Casares et Jean Marais. Un grand film fantastique qui modernise la légende d'Orphée.

22 h 45. A2. Ciné Club. Cycle Deuxième Guerre mondiale. Paisa, film de Rosselini. Six épisodes montrant chacun à leur manière une Italie en ruine, misérable, au moment du débarquement américain et de la révolution progressive du territoire.

SRI-LANKA

Massacres et représailles

Les bombes à retardement du colonialisme

Mercredi 22 avril, le gouvernement sri-lankais a lancé son aviation contre la province du Nord, à majorité tamoule et dont la capitale, Jaffna, est pratiquement aux mains de la principale organisation séparatiste tamoule, les Tigres.

Cette offensive militaire du régime du président Jayewardene a suivi de très près une série d'attentats terroristes extrêmement meurtriers : vendredi 17 avril, 122 passagers cinghalais de trois autocars avaient été massacrés dans une embuscade. Quelques jours plus tard, mardi 21 avril, une bombe explosait à la gare routière de Colombo, la capitale du Sri-Lanka, faisant 115 morts...

A chaque fois, le gouvernement a aussitôt attribué ces attentats aux séparatistes tamouls, malgré les dénégations de ceux-ci. Mais le fait est que ces attentats ont offert au gouvernement le prétexte de l'offensive contre le Nord, préparée depuis des mois avec l'appui d'instructeurs israéliens et britanniques, et différée pour des raisons prétendument "humanitaires" : dans le Nord, l'organisation séparatiste des Tigres, forte de plusieurs milliers de combattants, circule en bénéficiant du soutien d'une population d'un million d'habitants. Et l'offensive gouvernementale ne pourra que se traduire par des massacres de civils...

Mais si les attentats de ces derniers jours semblent être venus à point nommé pour justifier l'offensive gouvernementale, il est loin d'être exclu qu'ils soient effectivement l'œuvre, comme le prétend le gouvernement, de séparatistes tamouls, ceux-ci ayant déjà pratiqué dans un passé récent des massacres de Cinghalais (150 Cinghalais massacrés en mai 1985 à Anuradhapura)...

Massacres, représailles, nouveaux massacres : la guerre civile qui oppose les organisations séparatistes de la minorité tamoule au gouvernement sri-lankais s'appuyant sur la majorité cinghalaise dure depuis quatre ans, utilisant et attisant des haines raciales dont l'origine remonte à un siècle et demi, au temps de la domination coloniale de la Grande-Bretagne sur l'île.

Tamouls contre Cinghalais... et pauvres contre pauvres

L'île de Sri-Lanka est peuplée par une majorité de Cinghalais. Les Tamouls — 2,5 millions sur 15 millions d'habitants — sont une minorité venue du sud de l'Inde en deux grandes vagues : une première vague venue au Moyen Age, et qui s'était parfaitement intégrée à la vie de l'île ; et une seconde vague amenée par le colonisateur britannique, après la conquête de l'île (en 1815), jusqu'alors colonie hollandaise. Cette seconde vague d'immigrants — les Tamouls "indiens" par opposition aux Tamouls de souche ceylanaise, ceux de la première vague d'immigration — étaient utilisés comme ouvriers agricoles dans les plantations de café, puis de thé, véritables camps de travail forcé. Ces Tamouls "Indiens" constituaient et constituent toujours la fraction la plus pauvre d'une population qui l'est déjà beaucoup.

Comme dans toutes ses colonies, pour asseoir sa domination, l'impérialisme britannique privilégia systématiquement une minorité : à Ceylan, ce furent les Tamouls autochtones, qui composèrent la majorité de l'administration coloniale locale, des enseignants, etc.

Lorsque Ceylan est devenu indépendant, en 1948, le gouvernement est revenu à la majorité cinghalaise. Et les politiciens cinghalais ont utilisé le fossé de haine qui s'était creusé entre les Cinghalais et les Tamouls autochtones pour s'en prendre aux Tamouls... "indiens" misérables installés dans les plantations du centre de l'île. Dès 1949, le premier gouvernement déchut 500.000 d'entre eux de leurs droits civiques, avant de leur retirer la nationalité ceylanaise. Depuis, les politiciens cinghalais ont rivalisé de démagogie, attisant le racisme à l'égard des Tamouls, l'armée et la police couvrant, ou provocant, de multiples exactions contre eux.

C'est dans ce contexte que des politiciens tamouls issus des classes riches, des Tamouls de souche ceylanaise, ont mis en avant des revendications autonomistes, puis séparatistes.

Un attentat perpétré en 1983 contre 12 soldats cinghalais par les indépendantistes tamouls a déclenché un véritable pogrome à Colombo : à l'occasion de leurs funérailles, la population cinghalaise s'en prit aux Tamouls de la capitale, dont plusieurs centaines furent massacrés avec la complicité, quand ce n'est pas avec l'aide, des forces de police gouvernementales. A l'issue du pogrome, 100.000 Tamouls de Colombo (sur les 162.000 qui vivaient dans la capitale) s'étaient retrouvés sans abri... Le gouvernement évacua, "pour leur sécurité", nombre de Tamouls de Colombo et des plantations du centre vers le nord et l'est de l'île, peuplés en majorité de Tamouls...

Tel a été le point de départ des combats actuels... D'un côté, un gouvernement qui, quel que soit le parti au pouvoir, a utilisé le démagogie raciste pour mettre derrière lui la majorité de la population pauvre cinghalaise, créant par là même les bases du séparatisme tamoul ; de l'autre, des politiciens tamouls voyant dans la misère et l'oppression des Tamouls indiens une base de manœuvre pour obtenir un Etat indépendant qui permettrait à la bourgeoisie tamoule d'exploiter elle-même cette population misérable... Le 1er janvier de cette année, ayant en main la ville de Jaffna, une des premières mesures des Tigres indépendantistes semble avoir été de distribuer de nouvelles plaques minéralogiques pour les véhicules... et de percevoir les taxes afférant ! Et l'appareil d'Etat que les indépendantistes tamouls sont si pressés de mettre sur pied ne pourra être qu'une dictature féroce si l'on en juge par les massacres de population cinghalaise qu'ils n'hésitent pas à perpétrer, et l'acharnement que les organisations séparatistes rivales mettent à s'éliminer mutuellement.

A Ceylan, c'est la guerre entre Cinghalais et Tamouls. Mais, dans le sous-continent indien voisin, le colonisateur britannique a laissé derrière lui bien d'autres conflits : par exemple entre l'Inde et le Pakistan musulman. Le Pakistan de l'indépendance, lui-même coupé en deux territoires séparés par un bout de l'Inde, a été la proie d'une guerre qui devait donner naissance à deux Etats, le Pakistan proprement dit et le Bangladesh. Quant à l'Inde, elle-même, elle connaît aussi nombre de conflits nationaux, la révolte des Sikhs étant le foyer le plus récent...

Les bombes à retardement placées par le colonialisme britannique n'en finissent pas d'exploser ! Et il faudrait ajouter le Moyen-Orient, lui aussi morcelé par l'impérialisme britannique, l'impérialisme français ayant réussi à y placer sa petite bombe, mais pas la moins meurtrière, le bombe libanaise.

Dans le monde entier, des peuples aussi pauvres les uns que les autres, aussi meurtris les uns que les autres, se déchirent entre eux. Et tout cela parce que, pour tisser le réseau qui draîne les richesses de la planète vers quelques métropoles, l'impérialisme et le capitalisme qui lui a donné naissance ont partout créé des situations impossibles qui s'entretiennent toutes seules sur fond de misère.

Jean-Jacques FRANQUIER

Le gouvernement français n'a rien à refuser aux dictateurs africains

Le *Canard Enchaîné* du 22 avril révèle l'existence d'un *"Bureau de liaison sur les problèmes africains"* qui s'est réuni pour la première fois il y a six mois, de façon très discrète. Ce bureau est chargé de coordonner les activités de quatre ministères (Premier ministre, Affaires étrangères, Coopération et Intérieur) et celles de quatre polices (police nationale, judiciaire, Surveillance du territoire et Renseignements généraux).

Le but de cet organisme, tel que le révèlent les documents cités par le *Canard Enchaîné*, c'est la surveillance des opposants africains à diverses dictatures, qui sont réfugiés en France.

On savait déjà que le gouvernement "démocratique" français, n'avait pas grand-chose à refuser aux dictatures amies. Comme par exemple l'interdiction récente du journal des opposants algériens benbellistes en France, juste avant la visite de Mitterrand en Algérie. On savait depuis longtemps que la police française coopérait avec la police espagnole pour traquer les Basques proches de l'ETA, on voit maintenant clairement ce qu'on devinait : la collaboration des services et des polices françaises et africaines.

C'est normal, les gouvernements de ces pays, tout comme le gouvernement français d'ailleurs, sont au service de l'impérialisme français. Cela n'empêchera pas nos politiciens de faire de belles déclarations sur le nécessaire respect des droits de l'Homme partout dans le monde...

Au fait, qu'en pense Malhuret derrières ses moustaches ?

A.V.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995